Après le barrage du Havre **Les marins-pêcheurs engagent le débat**

LE SENS DE NOTRE LUTTE

Voir p. 12

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

le quotidien du peuple

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

JEUDI 7 AVRIL 1977
N° 420 1,50 F

Belgique 15 FB
Commission Paritaire 56 942

Lire en page 9

LES «PAVILLONS DE COMPLAISANCE»

UN REPORTAGE DE ROBERT RIVIÈRE

Famille, logement, consommation... et poudre aux yeux

LA RÉFORMITE PRÉ-ÉLECTORALE

Le Conseil des ministres a adopté les mesures d'«aide à la famille» proposées par Simone Veil ; les allocations de salaire unique, de mère au foyer et de frais de garde fusionnent en un «complément familial» dérisoire (340 F) quand on sait que les allocations familiales ont perdu 50 % de leur pouvoir d'achat en 15 ans, un congé de deux ans sans solde pour les mères de famille ne vise qu'à camoufler le chômage. Par ailleurs, avec le projet de «monsieur consommateur» proposé par Christiane Scrivener et la mensualisation du loyer préconisée par Barrot, c'est la panoplie de la «qualité de la vie» que le gouvernement giscardien déploie à nouveau en prévision des prochaines échéances électorales.

- **Gouvernement électoral p. 3**
- **- PCF adhésion difficile**
  - Conseil des ministres : la bonne surprise des boursiers
  - Sifop (Besançon) : Il nous faut 2 000 F immédiatement 4
- **Après l'échec de Cyrus Vance : aux USA, critiques de plus en plus acerbes. En Europe, esprit munichois**
  - Suède : le contrat social bat de l'aile p. 7
- **La Commune au jour le jour p. 10**

BARRE-CEYRAC ET SÉGUY-MAIRE

ILS VEULENT ETOUFFER LA COLERE OUVRIERE

Les travailleurs de Thomson-CSF, malgré l'avis des dirigeants syndicaux demandent des comptes à leur patron au Salon du Composant Électronique, la semaine dernière.

Barre a refusé de recevoir mardi une délégation intersyndicale CGT-CFDT conduite par R. Buhl (CGT) et A. Mercier (CFDT). Venue à Matignon porter une lettre réclamant l'ouverture de négociations, la délégation s'est vue purement et simplement éconduire, sous prétexte qu'elle n'avait pas prévenu à l'avance et que de toute façon, Barre était occupé ailleurs.

Du côté patronat-pouvoir, on est quand même un peu inquiet, malgré la sérénité de façade. Les effets du plan Barre sont durement ressentis par les travailleurs. De ce fait, la colère s'accumule. L'inquiétude patronale se trouve concentrée dans cette phrase prononcée récemment par l'un d'entre eux : *«La marmite bouillonne. Pour le moment, le couvercle tient bon, mais il suffirait d'une étincelle..»* Une vague de luttes ouvrières bouleverserait leurs plans de redressement d'une économie chancelante de la France. Dans l'immédiat, la bourgeoisie a choisi l'intransigeance, la répression à outrance pour empêcher les luttes de se développer. Ce n'est pas une tactique qu'elle pourra poursuivre indéfiniment, elle le sait bien. Des voix se sont déjà fait entendre du côté patronal pour réclamer qu'un peu de lest soit lâché dans la fonction publique, la fermeté n'étant plus en mesure d'assurer seule la «paix sociale» indispensable à la bourgeoisie.

Du côté des syndicats, c'est aussi l'inquiétude. On a bien senti cette *«maturation de la conscience ouvrière»* comme disent les dirigeants confédéraux. Tout le problème qui se pose pour eux est d'éviter que cette maturation ne se transforme en explosion, risquant de ce fait de compromettre le succès de la gauche aux élections législatives.

Lire la suite de notre article p. 4

LA GELÉE NOIRE : *La ruine pour les paysans pauvres*

La vague de froid qui touche plusieurs régions de France a ruiné les productions de la vigne dans l'Aude et le Val de Loire ; de primeurs et de fraises d'une partie du Sud-Ouest.

La «gelée noire» telle que la nomme les paysans, a détruit de 50 à 80% de la récolte espérée. De nombreux paysans pauvres seront contraints à de nouveaux sacrifices pour mener la lutte pour leur survie.

Lire notre article p. 4

IVRY - VITRY :
DBA - DROUET DIAMOND

Deux usines occupées à 1 km l'une de l'autre

Voir p. 5

Plus-values

LE GOUVERNEMENT SOIGNE LA BOURSE

Enfin, le gouvernement de Barre a décidé sérieusement de se pencher sur le sort d'une catégorie sociale : il s'agit de celle des spéculateurs en bourse. La loi sur les plus-values, qui devait être appliqué à leurs trafics au 1er janvier 78 est repoussée d'un an. Du coup, la bourse a remonté de 4 % en une séance, hier après-midi. Quand on se rappelle que cette loi était une pièce maîtresse de la *«réduction des inégalités»* selon Giscard, cela donne une idée de sa capacité à *«changer la société»*. En tout cas, le RPR sera content.

Au sein de la «majorité»

Les incertitudes de la session parlementaire

Lire notre article p. 3

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Affaire de Broglie

DE VARGA SUR LA SELLETTE

On ne savait hier soir, toujours rien de la déposition du docteur Nelly Azerad, interrogée par la police. Elle risque de confirmer les accusations de Simoné et Frèche qui présentent de Varga comme le commenditaire de l'assassinat du député de l'Eure. (cf. QdP d'hier).

Par ailleurs, la police semble s'orienter vers l'étude d'autres dossiers où serait impliqué Pierre de Varga

A l'heure actuelle, il paraît clair que l'affaire de Broglie en vienne à se résumer pour la police et le juge d'instruction au cas de Pierre de Varga : commanditaire ou pas de l'assassinat du prince-député, voire même (hypothèse supplémentaire) d'une tentative manquée d'«enlèvement» de Ribemont ? Les activités très particulières du député de Broglie, par exemple au sein de la SODETEX (il a été fortement question de trafic d'armes) peuvent ainsi être discrètement «oubliées». Charger à fond de Varga est le meilleur moyen d'éviter de remonter plus haut, et d'enterrer enfin une affaire peu reluisante pour le pouvoir giscardien.

C.A.

ON REPARLE DE L'AFFAIRE FULLY

En plus de son activité de cardiologue du Tout-Paris, le docteur Nelly Azerad est médecin cardiologue à la prison de Fresnes. Actuellement, elle est suspendue de ses fonctions auprès de l'administration pénitentiaire qui lui reproche son «indulgence» dans la constitution de dossiers de grâce médicale pour les détenus. Pour l'instant, il ne semble pas que l'administration ait étayé ce reproche.

Les fonctions du docteur Azerad et ses liens avec Pierre de Varga ont amené la police à faire le rapprochement avec l'affaire Fully. Médecin inspecteur générale à la pénitentiaire, il a été tué en 1973 par l'explosion d'un colis piégé. Selon une hypothèse des policiers, un caïd du milieu aurait versé 200 000 F pour obtenir sa grâce médicale. En vain. D'où la vengeance. Ce serait en fait de Varga qui aurait perçu la somme puis aurait fait savoir que c'était Fully qui refusait la grâce médicale...

Madame Scrivener et «Monsieur Consommateur»

La secrétaire d'État à la sous-consommation constatait récemment que la hausse du café poussait à la réflexion. Scrivener réfléchit, la preuve : son projet de créer dans les entreprises la fonction de «Monsieur» ou «Madame Consommateur» : il s'agit «de confier à un service spécial au sein de l'entreprise, le soin d'étudier dans un esprit de critique constructif tant les produits nouveaux que les programmes publicitaires prévus pour leur lancement, les argumentaires élaborés à l'intention des vendeurs. Leur conditionnement et leur emballage, les informations dont ils sont porteurs». Le «Monsieur Consommateur» sera aussi le public relations de l'entreprise auprès des consommateurs et de leurs associations. Il s'agit donc d'inciter les entreprises à amadouer les associations de consommateurs au moment où, entre autres, une campagne se développe contre les aérosols, dangereux à respirer et pollueurs de l'atmosphère : en se substituant à l'ozone présent dans la stratosphère, ils diminuent la filtration ds rayons solaires, d'où le risque de cancers cutanés.

Remarquons qu'il ne s'agit pas pour C.Scrivener de nommer Messieurs Consommateurs ceux qui sont le mieux à même de donner leur avis sur les produits : les travailleurs qui les fabriquent.

CAPITAL ASSASSIN !

MORT D'UN OUVRIER À BERLIET

M. Agap Sabuncu, OS à Berliet-Vénissieux, est mort des suites de ses brûlures. Cinq ouvriers de l'atelier F-10 nettoyaient un autobus quand les solvants qu'ils utilisaient ont pris feu. En raison de l'engagement irrégulier des autobus sur la ligne, les ouvriers des trois postes travaillaient en même temps, ce qui n'a fait que favoriser l'extension de l'incendie.

Famille, logement, consommation et... poudre aux yeux.

LA REFORMITE PRE-ELECTORALE

Cent fois sur le métier remettez votre ouvrage : voilà ce que se disent sans doute Giscard et Simone Veil, toujours ministre de la Santé. Surtout quand l'ouvrage en question, la politique familiale est une composante importante de la politique de «réformes». Les projets de lois sur la famille présentés hier au conseil des ministres par Simone Veil avaient en effet déjà été adoptés dans leur principe le 9 mars, lors d'un autre conseil et Giscard soi-même en avait fait le thème d'une conférence de presse, à usage électoral de toute évidence (les résultats des municipales n'ont pas payé). En remontant plus loin dans le temps on s'aperçoit que les mesures en question avaient déjà été annoncées par Giscard en juillet 1975 et par Simone Veil le 31 décembre 1975. Mais cette longue gestation n'accouche que de mesures, (le complément familial et le congé sans solde), qui ne changeront pas grand chose à la situation difficile des familles de travailleurs.

Dans le même temps, Barrot, secrétaire d'État au Logement parle de généraliser le paiement mensuel des loyers et Christiane Scrivener d'instituer un «monsieur consommateur» dans les entreprises. Famille, logement, consommation, c'est la panoplie de la «qualité de la vie» pour un gouvernement qui a en vue les législatives de 1978. Le battage fait autour de ces «idées» est d'autant plus grand qu'elles sont bien creuses.

Le complément familial

AUCUN AVANTAGE POUR LES FAMILLES MODESTES

Jusqu'à présent, quand la mère demeure au foyer, les familles touchent (sous certaines conditions) deux allocations en plus des allocations familiales : l'allocation de salaire unique et l'allocation de mère au foyer.

Si la mère travaille, il existe à la place de ces deux allocations, une allocation pour frais de garde. En fait, cette allocation est semée de telles embûches que peu de familles en bénéficient.

Ces trois allocations seront désormais fondues en une seule : «le complément familial». L'avantage le plus évident de cette mesure est de simplifier la gestion des caisses d'allocations familiales.

Le plafond de ressources pour le complément familial sera fonction des ressources du couple et du nombre d'enfants.

Pour un couple ayant un enfant, il sera fixé à 3 330 F par mois, 3 917 F lorsque les deux conjoints travaillent ; à 4 000 F ou à 4 700 F, pour deux enfants ; 4 660 ou 5 482 F pour trois enfants ; à 6 667 ou 7 842 F pour cinq enfants.

Le complément familial concerne les familles ayant un enfant de moins de trois ans ou au moins trois enfants. Le montant forfaitaire de cette allocation est fixé à 340 F, son versement est soumis à un plafond. Naturellement, certaines familles qui bénéficiaient auparavant des allocations seront en raison de ce plafond privées de la nouvelle allocation.

340 F pour élever ses enfants !

Le congé sans solde

CAMOUFLER LE CHÔMAGE ET... L'AUGMENTER

Les mères d'un enfant en bas âge pourront prendre un congé sans solde de deux ans pour l'élever. L'entreprise qui les employait sera tenue de les reprendre à l'issue du congé. En pleine période d'aggravation du chômage, comment ne pas voir dans cette mesure une manière «élégante» de le camoufler en incitant les femmes à libérer temporairement des emplois.

En même temps, cette mesure comporte un grave danger : alors que les femmes constituent déjà une proportion importante du nombre des chômeurs, elles vont rencontrer davantage de difficultés à l'embauche. Les patrons ne se montreront sans doute pas empressés à embaucher des travailleuses susceptibles de bénéficier de ce congé : d'où une discrimination à l'embauche, ou encore la multiplication de contrats à durée limitée pour contourner la difficulté.

Des mesures dérisoires

Sous prétexte de *«politique globale de la famille»* et de *«statut social de la mère de famille»*, ces mesures ne vont rien changer à la situation des familles des travailleurs frappées par le chômage, la hausse des prix, la difficulté à se loger. Que représente le complément familial quand on sait que le pouvoir d'achat des allocations familiales a diminué de 50% en 15 ans ? Sur ce point, le gouvernement n'envisage pour l'instant aucune amélioration. Rien non plus en ce qui concerne le calcul du quotient familial qui favorise les familles aux revenus très élevés.

Barrot s'adresse aux locataires

Le secrétaire d'État au logement n'a pas jugé bon de commenter les résultats du rencensement sur Paris qui montre que près de la moitié des Parisiens sont des mal-logés.

Son problème c'est le paiement des loyers. 1,5 millions de locataires paient encore un terme trimestriel. Il s'agit des habitants d'appartements soumis à la loi de 1948 et de quelques HLM. Barrot trouve que le paiement mensuel est plus pratique. Pour qui ? Sûrement pour les propriétaires assurés de pouvoir contrôler plus fréquemment le paiement des loyers. Le paiement mensuel des loyers suppose que le versement des pensions aux personnes âgées soit lui aussi mensualisé, constate Barrot qui préconise que les deux modifications soient menées de front.

Il a par ailleurs demandé aux locataires qui constateraient des hausses de loyers supérieures à 6,5% de se plaindre auprès des directions départementales de l'Équipement ou au Contrôle des Prix...

POLITIQUE

AU SEIN DE LA «MAJORITÉ»
LES INCERTITUDES DE LA SESSION PARLEMENTAIRE

Ils *«ne peuvent pas décider d'adopter une attitude dure vis-à-vis du gouvernement, pas plus qu'ils ne peuvent décider de le soutenir les yeux fermés»*. Ce sont les députés du RPR, tels que monsieur Labbé, le président de leur groupe à l'assemblée nationale, les présente à l'ouverture de la nouvelle session parlementaire. Autant dire tout de suite qu'ils n'ont pas décidé nettement de l'attitude qu'ils allaient adopter, ou qu'ils ne veulent pas la faire connaître.

Passée une série de lois portant sur des questions spécialisées, telles que les assistantes maternelles ou le code de travail maritime, l'assemblée nationale a inscrit à son ordre du jour, pour le mardi 26, la déclaration de politique générale du gouvernement : c'est donc à ce moment-là que viendra sur le tapis le programme d'action préélectoral que Giscard a chargé Barre de préparer pour les 11 mois qui précèderont les législatives.

PARLEMENTARISME CHEZ LES PARTISANS DU «POUVOIR FORT»

Déjà, sur ce point, le RPR a choisi par avance de faire un peu de bruit : *«Nous n'entendons pas que ce programme sorte d'un chapeau et qu'on nous place devant le fait accompli»*, a déclaré Labbé, exigeant une *«concertation»* entre le gouvernement et les formations de la «majorité». Ainsi, tout doucement, les anciens gaullistes sont amenés à donner des coups de canif dans le fonctionnement traditionnel de la 5e République, telle qu'ils l'avaient eux-mêmes mis en place. L'exigence que le parlement intervienne dans l'élaboration des propositions gouvernementales, et ne se contente plus de les entériner, vient confirmer cette situation. Comment en serait-il autrement, alors que les chiraquiens, principal groupe parlementaire, n'ont plus aucune personnalité de poids pour les représenter au niveau gouvernemental ?

Par ailleurs, les anciens gaullistes ont trouvé le moyen de tenter de se livrer à quelque démagogie sur la question de l'emploi. Vu le rôle qu'ils ont joué au pouvoir depuis vingt ans, et leur soutien cent fois réaffirmé au plan Barre, il leur sera difficile de rencontrer quelque succès sur ce chapitre.

PARLEMENT EUROPÉEN : LE FLOU PERSISTE

Mais le centre de l'affrontement qui pourrait se produire entre partisans du président de la République et de l'ancien premier ministre reste, pour cette session parlementaire, deux questions de politique internationale. Il s'agit de l'adoption des mesures de réforme du fonds monétaire international, qui répond aux vœux des Etats-Unis, et de l'élection du parlement européen au suffrage universel, autre facteur du renforcement des pressions américains.

Dans leurs journées parlementaires, qui ont précédé l'ouverture de la session en cours, les députés RPR avaient manifesté bruyamment leur opposition à ces deux projets, et tout particulièrement au second. A cette occasion, Debré, qui passe pour un représentant de la vieille doctrine gaulliste, avait repris la vedette. Chirac avait adopté, contrairement à ce qu'il disait à Strasbourg quelques semaines auparavant, une position plutôt hostile au projet présenté par le gouvernements.

Or, on se demande aujourd'hui si la bataille aura lieu : pour l'instant, les deux questions, contrairement à ce que Giscard avait affirmé avec insistance, ne figurent pas encore à l'ordre du jour de l'assemblée nationale. Poncelet, secrétaire d'Etat chargé des relations avec le parlement, s'est refusé à toute précision à ce sujet. Les prochaines semaines diront si Giscard s'est estimé battu avant même d'avoir engagé le combat.

Dans tous les cas, ce début de réunion du parlement ressemble fort à un round d'observation, où les différentes fractions de la «majorité» restent sur des positions les plus prudentes possibles. Etant donné le contexte électoral, il n'est pas sûr que cette situation ne se prolonge pas jusqu'à la fin de la session parlementaire.

Les Mystères de Paris

D'Ornano poursuit Chirac, probablement jusque dans ses rêves : en tant que ministre de l'Environnement et de la Culture, l'ancien candidat giscardien à la mairie de Paris aura le contrôle des permis de construire sur les trois quarts de la surface de la capitale. Il paraît cependant que les opérations juteuses se déroulent principalement dans l'autre quart... Tout de même...

Autre tour joué au nouveau maire de Paris, cette fois-ci par Giroud, le 2 avril, veille de son départ du gouvernement : la commission des sites de la ville de Paris est devenue commission des sites du département de Paris. Elle échappe à Chirac pour revenir au préfet. On se souvient que celui-ci, nouvellement nommé, sort du cabinet de Poniatowski.

GOUVERNEMENT ÉLECTORAL

Électoral, le gouvernement que Giscard et Barre viennent de mettre sur pied le sera résolument. Dans la même journée, celle de mardi, deux déclarations officielles sont venues le confirmer. Celle de Barre qui réunissait les préfets, et celle de Giscard qui recevait les secrétaires d'État.

A ces derniers, le président de la République a déclaré : *«Les messages que je reçois des Français m'indiquent que ce qui les préoccupe le plus, ce sont les problèmes quotidiens et concrets de la vie économique et sociale. Ils ont besoin d'emploi, de sécurité et de confiance»*. Le gouvernement Barre-bis ne leur fournira aucune de ces denrées. En revanche, on peut être assuré qu'il leur vendra du vent.

Giscard a en effet précisé lui-même qu'il avait choisi les secrétaires d'État de manière que les différentes régions soient présentes au gouvernement. Leur tâche principale sera *«un immense effort d'explication et de contact»*. Autrement dit, ces petits messieurs auront à charge de faire la propagande de l'action gouvernementale dans chacune des régions dont ils sont issus. Par exemple, Coulais ira expliquer aux travailleurs d'Usinor Thionville tout ce que monsieur Barre et ses trente neuf collègues ont fait pour permettre la fermeture de leur usine. Noble tâche, et qui risque fort d'être ingrate.

De son côté, Barre a affirmé aux préfets : *«Il faut gagner les élections sans tomber dans une démagogie qui perdrait le pays (...). Notre but n'est pas de maintenir en place des équipes et une majorité qui exercent le pouvoir depuis vingt ans, mais d'éviter l'application du Programme Commun présenté par l'opposition qui, en six mois, ruinerait vingt ans d'effort»*.

Nous voici donc, le plus ouvertement du monde, en présence de candidatures officielles pour les prochaines législatives : la besogne que les préfets assuraient depuis des années avec discrétion leur est confiée au vu et au su de tous. Il n'est pas sûr, cependant, que l'allusion aux *«équipes»* et à *«la majorité qui exercent le pouvoir depuis vingt ans»* plaise beaucoup aux chiraquiens, et à un certain nombre de préfets qu'ils avaient mis en place. Tout en jouant le jeu «majorité contre gauche», le premier ministre n'indiquait-il pas à cette occasion que les giscardiens n'ont rien abandonné de leurs espoirs de «rééquilibrage» aux dépens des anciens gaullistes.

Barre et ses préfets : chargés de missions électorales.

HIER APRES-MIDI, «MAJORITÉ» NERVEUSE

Les questions des députés au gouvernement, qui faisaient le mo de l'assemblée nationale hier après-midi ont donné une idée de l'atmosphère qui pourra régner au cours de cette session parlementaire entre le gouvernement et sa «majorité». Elle sera plutôt fraîche.

D'un côté, c'est un député réformateur, qui a attaqué violemment sur la question de la sidérurgie : «Monsieur le premier ministre, vous avez déclaré hier que l'application du programme commun ruinerait en six mois vingt ans d'efforts, et c'est vrai. Mais, en ce moment, en Lorraine, sans le programme commun, on est en train de ruiner un siècle d'efforts». Quand on est, comme monsieur Kiffer, député de la Lorraine, il est des questions sur lesquelles une prise de position ferme, au moins en apparence, est nécessaire si on veut avoir la moindre chance d'être réélu.

Le malheur pour Barre, c'est que cette situation est celle de beaucoup de députés de la «majorité». En particulier, les députés du RPR, les plus nombreux à l'assemblée, sont par conséquent les plus nombreux à être menacés pour les prochaines élections. C'est la raison pour laquelle ils ont mis l'accent, d'entrée de jeu, sur le problème de l'emploi. Certes, du temps où Chirac était premier ministre, cela n'allait pas mieux. Mais aujourd'hui que le RPR se situe quelque peu en marge du gouvernement, ce sont des prises de position qui ne coûtent pas trop cher.

Un autre sujet de dispute entre Giscard et les chiraquiens était déjà à l'ordre du jour hier. Debré, qui se prend de plus en plus, devant le vide politique de Chirac, pour l'idéologue des anciens gaullistes, a attaqué le gouvernement sur l'Europe : «Oui au marché commun, non au laissez-aller qu'il devient et qui va aboutir, dans les mois qui viennent, à une aggravation du chômage dont nous porterons tous la responsabilité, même si la responsabilité est d'abord aux commissaires oisifs et indifférents de Bruxelles. Agissez, monsieur le premier ministre, avant que le mal ait fait son œuvre. Il n'est que temps».

Naturellement, ces «questions» ne portent pas à conséquence, puisqu'elles n'entraînent aucun vote des parlementaires. Il reste que cette intervention de l'ancien premier ministre de de Gaulle pourrait donner le ton à celles d'un certain nombre de ses collègues, lors de la discussion sur l'élection du parlement européen au suffrage universel.

Le gouvernement reculera-t-il devant cette perspective ?

◆

Impôt rogné

A part la taxe sur les plus-values, la taxe professionnelle était un autre volet de la grande réforme de la fiscalité décidée par Giscard. L'année dernière, les industriels ont été dans de nombreux cas dégrevés de cette taxe, au moment où le gouvernement refusait la moindre hausse de salaire aux travailleurs. Pour l'année prochaine, le gouvernement a proposé en gros que ces dégrèvements soient maintenus. On voit de qui l'équipe Giscard-Barre se soucie de récupérer la confiance.

◆

Au Parti Socialiste

Le CERES, tendance du PS la plus proche du PCF, a enfin trouvé un adversaire à sa taille : il s'agit du mouvement des radicaux de gauche. Faisant le bilan des dernières élections municipales, le groupe de Sarre et Chevènement a en effet estimé : «Les radicaux de gauche, malgré maintes acrobaties, n'ont pu capitaliser, sauf exception, leurs investissements œcuméniques». En conséquence, la tendance propose que l'accord électoral par lequel le PS concédait certaines circonscriptions au MRG ne soit pas reconduit pour les prochaines législatives.

Pour le reste, le CERES s'inquiète du fait que le PS «après avoir beaucoup engrangé, a maintenant plus à perdre qu'à gagner», au niveau électoral. Ils sont en particulier frappés par les résultats obtenus par les listes écologiques. Ils souhaitent donc donner un visage plus «révolutionnaire» à leur parti. Bon courage !

POLITIQUE

PCF

ADHESIONS DIFFICILES

«Voir grand, faire vite» : ce sont les deux consignes que Paul Laurent, membre du bureau politique du PCF, a données lors de la dernière réunion du comité central en matière d'adhésions. A cette occasion, le dirigeant révisionniste a rappelé l'objectif qu'il avait personnellement fixé, du million d'adhérents *«à moyen terme»*.

A en juger par un autre passage de son intervention, ce n'est pas forcément si bien parti que ça. Le premier objectif fixé à la campagne d'adhésions 77 est en effet de *«dépasser les effectifs de l'année 1976 dès la fin avril»*. C'est-à-dire que, pour l'instant, trois mois après le début de 1977, ils ne sont même pas encore atteints. Dans un parti communiste, on pourrait s'en étonner : la reconduction de l'adhésion d'une année sur l'autre n'est-elle pas chose naturelle ?

Mais au PCF, les choses se passent différemment : chaque début d'année est l'occasion d'un effort important pour parvenir à remettre les cartes à tous les adhérents, dont une forte proportion se distinguent par leur absentéisme total aux réunions de leur cellule. Au fur et à mesure que le PCF prétend élargir son recrutement, ce phénomène ne peut naturellement que prendre de l'ampleur, de nombreuses cartes étant placées à tout prix, sans que cela ait une signification bien nette pour «l'adhérent» ainsi attrapé.

Visiblement, cela suscite des résistances parmi les militants actifs : une fois de plus, Paul Laurent a dû insister sur *«un effort beaucoup plus grand pour rompre avec la quiétude et l'étroitesse en matière de recrutement»*. Il faut, naturellement, ajouter à ce facteur interne, la méfiance croissante de nombre de travailleurs à l'égard de ce parti et de son projet politique. En effet, Laurent s'inquiète publiquement de la faiblesse des organisations du PCF précisément dans les grandes entreprises où il est supposé avoir beaucoup d'influence. Cette maladie, ce n'est certainement pas l'appel à recruter plus largement qui pourra la soigner.

Conseil des ministres

LA BONNE SURPRISE POUR LES BOURSIERS

Il avait fallu de longs débats au parlement pour parvenir à l'adopter, et la «majorité» s'était déchirée à son sujet : c'était la loi de la taxation des plus-values, visant ceux qui achètent un bien et le revendent plus cher par la suite. Naturellement, parmi les premiers concernés, figuraient les spéculateurs en bourse, dont précisément c'est le «métier» de réaliser de semblables plus-values.

Hier, le gouvernement vient de décider que la taxation sera reportée d'un an pour les valeurs boursières, et commencera le 1er janvier 79, au lieu du 1er janvier 78. Voilà qui, selon les souhaits du ministère, devrait permettre à la bourse, décidément bien mal en point ces derniers jours, de reprendre confiance, et de faire une remontée. Le prétexte avancé, c'est la nécessité de soutenir l'emploi : les entreprises trouvant plus facilement à se financer sur le marché des valeurs, il leur serait possible d'investir, et par conséquent d'embaucher.

Comme on le voit, cette explication est tout ce qu'il y a de plus tirée par les cheveux. En réalité, il s'agit simplement de regagner au gouvernement la faveur de tous les petits et moyens bourgeois qui ont des portefeuilles d'actions, et qui voyaient d'un mauvais œil la chute verticale des cours depuis quelques jours.

Il reste que cette décision remet à sa juste place le «réformisme» giscardien : la loi sur les plus-values était en effet une des pièces-maîtresses et la soi-disant «réduction des inégalités» à laquelle Giscard se prétendait si attaché. Désormais l'opposition au RPR à la «réforme», qui s'était fortement exprimée au moment de l'adoption de cette loi au parlement, va trouver un terrain favorable. Giscard, comme Chirac, se trouve placé en situation de devoir courir derrière les voix les plus réactionnaires, désormais les seules assurées pour la «majorité». Jean Jacques Servan-Schreiber, désigné il y a peu pour présenter un rapport sur «les réformes», aura probablement l'occasion de vérifier qu'il n'est pas en train de produire qu'un tas de papiers sans avenir.

LUTTES OUVRIÈRES

La gelée noire

LA RUINE POUR LES PAYSANS PAUVRES

Les paysans l'appellent la «gelée noire», elle a durement touché les régions du Val de Loire, de l'Aude, et du Sud-Ouest. Dans l'Aude, principalement dans les Corbières la vigne a été touchée de 50 à 80%. Des viticulteurs de la région de Tessan réunis dans les caves coopératives, font, le point et constatent les dégâts de ce nouveau fléau qui s'abat sur la viticulture *«Comme si l'on n'avait pas déjà assez subi de misères à cause de la politique de Giscard !» disent-ils.*

Seules les régions plantées en cipages plus tardifs échappent au gel. Certains viticulteurs signalent que c'est la gelée la plus sévère depuis 1910. Cette année, le Cabernet, et le Gros Plan seront rares, les vignobles du Val de Loire ont eux aussi subi le gel.

Déjà la spéculation sur les stocks de vin débute ; les négociants raflent les quantités disponibles pour réaliser d'énormes profits, lorsque la récolte 77 ne permettra plus de satisfaire toute la demande. Cette spéculation touche surtout les vins d'appellation contrôlée. Les vins de consommation courante ne seront certainement pas touchés par ce mouvement de hausse des cours : le négoce, au contraire, profitera de la perte de 2 000 000 hectolitres en 77, pour augmenter les importations de vin d'Italie et laisser le vin des viticulteurs du midi dans les cuves des coopératives.

Dans le Sud-Ouest, les fraisiers, en fleurs, ont également été brûlés par le gel ; c'est le revenu de nombreux petits producteurs qui pratiquent cette culture intensive demandant beaucoup de travail, qui a disparu en une nuit. De même, les cultures sous tunnel plastique, les melons, en particulier, ont également souffert.

Cette calamité naturelle qui frappe l'agriculture prend le même relief que la sécheresse de l'été dernier, car elle touche d'autant plus les paysans que ceux-ci sont intégrés à la chaîne de production capitaliste.

D'une part, les viticulteurs pratiquent la monoculture de la vigne, c'est donc leur seul revenu qui est détruit, d'autre part beaucoup de petits paysans ont été contraint de pratiquer des cultures spécialisées (production de melons ou de fraises) parce qu'ils disposaient d'une trop petite surface à travailler pour cultiver des céréales ou pratiquer l'élevage à l'herbe.

Souvent également ces cultures spécialisées sont faites sous contrat avec une conserverie, des confituriers ou des grossistes ayant pignon sur rue à Rungis. Un arrêt d'approvisionnement une année permet des ruptures de contrat à l'avantage du négoce et augmente la dépendance du paysan. Celui-ci sans revenu n'a que la possibilité d'emprunter au Crédit Agricole pour rembourser ses dettes et survivre jusqu'à la prochaine récolte.

Certaines régions vont être sûrement classées «zones sinistrées», cela permet en principe aux paysans de bénéficier d'emprunts à taux bonifiés. En fait, c'est l'occasion pour les gros producteurs d'emprunter de l'argent à bon marché, pour le replacer immédiatement dans un autre secteur de l'économie à un taux de profit supérieur. Seul les gros bénéficient à plein de ces crédits calamités, car ils sont considérés par le Crédit Agricole comme solvables. Les paysans pauvres qui ont le plus ressenti le gel s'enfonceront encore un peu plus dans l'endettement.

Bernard PELO

SIFOP (Besançon)

IL NOUS FAUT 2 000 F IMMÉDIATEMENT

Depuis lundi, les ouvriers de la SIFOP (usine de métallurgie) sont en grève à 90% pour les revendications suivantes :
—2 000 F minimum
—200 F pour tous
—embauche de tous les intérimaires
—40 h sans perte de salaire
—retraite à 60 ans

Hier, une rencontre avait lieu avec la direction, mais les ouvriers ne se faisaient guère d'illusions. *«Tu sais, avec l'intransigeance du patronat, il va nous proposer une carrotte pour tenter de nous diviser, mais les gars sont déterminés à aller jusqu'au bout !»* Aujourd'hui, une assemblée générale doit faire le compte-rendu de la réunion avec la direction et envisager les actions nécessaires pour obtenir satisfaction. Après Lip, le CAT, toujours en lutte contre les licenciements, les débrayages à Rhodia, la mobilisation à Kelton contre la répression, l'entrée en lutte de la Sifop, montrent que le résultat des élections n'a rien changé, que malgré les positions attentistes des confédérations syndicales CFDT et CGT qui sont aujourd'hui divisées sur la meilleure manière d'attendre 78, la seule voie à suivre pour obtenir satisfaction, est la voie de la lutte sans attendre 78 en se démarquant des directions réformistes et révisionnistes des confédérations !

Correspondant Besançon

Suite de la une

ILS VEULENT ÉTOUFFER LA COLÈRE OUVRIÈRE

Par ailleurs, ils ne peuvent rester trop longtemps dans l'expectative, sans risquer un débordement dangereux pour eux car échappant à leur contrôle. La marge de manœuvre se rétrécit. Pour ne pas se retrouver en position de prendre le train en marche, les directions syndicales ont choisi de prendre «l'initiative». Elles font grand bruit autour de l'intransigeance patronale, agitent la menace de mouvements d'ampleur, tout en se déclarant *«prêts à la négociation à tout moment»*. Elles crient bien fort qu'il *«ne faut pas attendre 78»* et finalement annoncent...une nouvelle série de journées d'action !

La fébrilité enregistrée ces derniers jours tant dans les milieux patronaux que dans les états-majors confédéraux, témoigne de cette vive inquiétude des uns et des autres face à la colère qui monte dans la classe ouvrière. Certes, on n'assiste pas encore à une grande vague de luttes, le couvercle de la marmite tient encore. Tous s'emploient de toutes leurs forces à le maintenir fermé. Seulement, cette situation ne va pas durer. Les travailleurs ne vont pas supporter encore longtemps d'être pressurés par Giscard-Barre, pas plus qu'ils ne tolèreront les blocages syndicaux indéfiniment. Lorsque la colère ouvrière éclatera, il na saurait être question qu'elle se satisfasse de «journées d'action».

Gérard PRIVAT

NOTRE NOUVEAU NUMÉRO :

636.73.76.

LUTTES OUVRIÈRES

Tréfileries et Laminoirs Méditerranée

«Nous refusons nos salaires de misère !»

«Depuis 68, nous n'avons jamais vu une grève aussi longue et aussi unie» nous explique avec enthousiasme un ouvrier devant l'une des entrées de l'usine. Dans chacune des discussions, une idée revient en permanence : *«Il n'est pas question de céder tant que nous n'aurons pas satisfaction»*. Dans le quartier Nord de Marseille, chacun s'accorde pour reconnaitre que l'usine des TLM est un des bagnes capitalistes où les conditions de travail et de salaires sont les plus dures. Sur 280 personnes, près de la moitié des ouvriers, sont des travailleurs immigrés. 1/4 du personnel est composé de femmes, plus particulièrement affectées à la production de douilles (pour les balles) et des pièces de monnaie en cuivre qui sont ensuite frappées par la Banque de France ou par des gouvernements étrangers. Mais ce n'est là qu'une petite partie de la production, tout le reste sort sous forme de fils de cuivre, de bronze et d'aluminium de tous calibres. *«Nous travaillons pour l'EDF, les PTT.. nous avons équipé le métro de Marseille»* nous disent les grévistes. En effet, contrairement aux autres usines, et malgré la crise, non seulement les ateliers s'équipent de plus en plus pour faire face à la demande, mais en 2 ans, près de 80 personnes ont été embauchées. Aussi les contrats de 6 mois se sont-ils développés.

Regroupés devant les bureaux de la direction, les travailleurs écoutent le résultat de la discussion avec leur patron de combat : *«Il est d'accord pour nous donner 2 % dès maintenant et menace de ne nous donner que 1,5 % si nous ne reprenons pas tout de suite»*. La ficelle est tellement énorme que tous réagissent de la même façon : *«Il veut nous faire croire qu'il veut nous faire un cadeau alors que ces 2 % devraient être ceux qu'il devrait nous verser au dernier trimestre de l'année pour arriver aux 6,5 % préconisés par le plan Barre. Il nous prend pour des imbéciles»*. Les travailleurs avaient prévu que la direction se retrancherait une fois de plus derrière le plan Barre, aussi leurs sections CFT et CFDT avaient distribué dans la matinée, dans les usines du quartier, un tract expliquant clairement et brièvement leur lutte : *«Les OS 2 ont un salaire mensuel de 1 600 F pour 45 h . Avec de tels salaires peut-on vivre ? Dans le cadre de la revalorisation du travail mensuel, les travailleurs de TLM demandent le rattrapage de 8 % de leur salaire de misère. Devant l'intransigeance du patron et de ceux qui gèrent les affaires du pays, les travailleurs de TLM sont déterminés à continuer leur action pour obtenir des salaires décents. Nous demandons à la population de soutenir la lutte des travailleurs de TLM»*.

Dans leur lutte, les grévistes ont besoin du soutien de tous. En faisant connaitre leur lutte, en venant discuter avec eux, ce seront autant de coups portés contre l'intransigeance de la direction et contre le mur du silence organisé par la presse locale de droite comme du PC ou de Defferre, très discrète sur cette lutte qui s'affirme ouvertement contre le plan Barre.

POUR TOUT SOUTIEN, S'ADRESSER AUX SECTIONS CGT, CFDT DE TLM, 21 RUE LE CHATELIER, 13015 MARSEILLE.

Robert RIVIÈRE

BNP Barbès

• La direction multiplie les provocations installe le contrôle des vigiles
• Les directions syndicales baissent les bras !

Lundi, au CTIP de la BNP Barbès, après assemblée générale, seuls les employés du centre informatique continuaient la lutte. Ceux de la BNP qui les soutenaient depuis le début avaient décidés de reprendre le travail.

La direction quant à elle use de toutes ses armes pour finir le mouvement : la provocation, avec une tentative d'incendie dans la nuit de mardi à mercredi, aux archives des chéquiers. Ce qui a permis de faire appel sous prétexte de sécurité, aux vigiles de l'entreprise ACDS. Encore elle ! Celle qui était déjà intervenue au Parisien Libéré et chez Chausson. En même temps, agitant à la fois le bâton et les promesses, la direction se déclare prête à rediscuter les sanctions et à verser 1/4 des primes prévues.

Face à cela, les centrales syndicales semblent préparer la manifestation de jeudi 15 h 30 à Chaussée d'Antin, comme l'enterrement de 1ère classe de la grève.

Déjà l'affluence aux réunions de la CFDT est bien faible : 25 au lieu de 60. Déjà on affiche des bulletins de satisfaction sur l'acceptation de la direction de discuter des sanctions et des versements de l'acompte. Mais aucune protestation sur la présence de mercenaires de l'ACDS. Tout se passe comme si on voulait justifier la reprise.

La CGT fidèle à sa vieille tactique propose des grèves tournantes par agence, ce qui n'aurait aucun effet et risque de sombrer dans l'indifférence.

Il est clair qu'une fois de plus, le seul objectif est 78. D'ici là, seuls quelques petits mouvements limités, et que l'on cassera s'ils prennent de l'ampleur, restent le but immédiat des pontes de la CFDT et de la CGT.

Seulement quelques démonstrations pour montrer que Messieurs Séguy et Maire sont encore là ; mais surtout pas plus. Il ne faut pas effrayer.

Mais, il faudra bien rendre des comptes un jour, messieurs les pontes syndicaux. Les travailleurs des banques sauront bien vous les faire rendre.

R.H

Ivry-Vitry :

2 USINES OCCUPÉES A 1 KM L'UNE DE L'AUTRE

Diamond de nouveau en grève

Les travailleurs de Drouet Diamond sont en grève depuis le lundi 28 mars.

Ils ont déjà obtenu une demie heure de réduction d'horaire par jour pour certains postes à la production et 40 centimes d'augmentation par heure pour tous.

La lutte continue pour obtenir la cinquième semaine de congés payés et le remboursement des journées de grève.

Jusqu'à hier matin, l'occupation n'était que partielle, un certain nombre d'employés continuant de venir travailler dans les bureaux.

Les O.S. femmes d'un atelier de production qui étaient parties seules en grève fin 76 pour des revendications de salaire et d'horaire, déçues de l'issue de leur mouvement ont exigé des garanties pour partir en lutte : elles ont réclamé que les portes de l'usine soient fermées, que l'occupation soit totale. Dès ce soir, l'usine sera occupée la nuit.

La présence de deux usines occupées dans le même secteur pose un certain nombre de questions pour le développement des luttes dans la période : ces deux usines bien que très proches localement et dans leurs revendications ainsi que par la présence d'un syndicat CGT fortement implanté mènent leur lutte chacune isolément.

La solidarité autour de ces luttes est peu développée et n'est pas impulsée de l'intérieur, alors que la lutte d'une petite usine, la Sofratesco regroupant une cinquantaine d'O.S. femmes avait pu récupérer 1 000 F de soutien à Rhône-Poulenc par popularisation de leur lutte, ainsi que 400 F sur le marché de Vitry.

DBA en lutte avec occupation

Un conflit latent existait depuis plusieurs mois déjà à l'usine DBA Ivry (450 travailleurs) à la suite de la dégradation des conditions de travail et de la baisse du pouvoir d'achat. DBA, trust américain, compte 18 000 employés. La direction avait pour tactique d'augmenter les cadences et, pour ne pas attiser la colère des travailleurs, leur donner des primes. Mais les ouvriers de DBA-Ivry se sont nettement opposés à ces manœuvres.

Mercredi dernier : ils partaient en lutte avec occupation d'usine pour sauvegarder leur outil de travail et demander l'amélioration de leurs conditions de travail.

- garantir de l'emploi
- garantie du pouvoir d'achat : les 7,7% d'augmentation réclamés au départ se sont transformés en 250 F pour tous
- remise en état des machines de production par le biais des investissements. (Achats-rénovation)
- contrôle de la fabrication ou sous-traitance
- amélioration des conditions de travail (cadence, bruit, équipe)
- 5e semaine à la carte pour tous
- retraite à 60 ans, pour les hommes, à 55 ans pour les femmes
- heures de franchise
- 2 ans sans solde pour les femmes ayant des enfants à élever
- 3 ponts par an à déterminer par CE

Les travailleurs ont déjà montré leur détermination au patron en réussissant à faire payer les ouvriers les plus exploités qui étaient rémunérés en espèce. Hier lundi, 6 travailleurs étaient cités au tribunal de Paris. **C'est la réponse des patrons à la lutte des travailleurs.**

Nouvelles de Haute-Normandie

De notre bureau de presse de Rouen.

CFEM : on liquide

En juillet 76, cette société spécialisée dans la fabrication de plate-formes de forage en mer, annonçait le licenciement de 204 travailleurs dans son usine de Rouen. Voulant éviter un affrontement brutal dans cette période où six entreprises se trouvaient occupées par les travailleurs, dont l'IMprimerie ROuennaise, la mesure emprunta un autre chemin. En effet, à mi-août, la direction décida de ramener de 40 h à 32 h la semaine de travail payée 36 h et dans le prolongement de son plan de liquidation, 153 travailleurs sont mis au chômage technique. A l'heure actuelle, la direction compte poursuivre pendant 2 mois ce chômage et procéder par la suite à 160 licenciements. N'oubliant rien dans les préparatifs, elle vient de céder à des sociétés anglaises des brevets de plate-forme off-shore. De son côté la CGT (majoritaire dans l'usine) ne désire nullement porter le conflit à un niveau d'occupation et de popularisation. Cherchant plutôt un accord sur un reclassement éventuel du personnel licencié, avec pour toile de fond, l'échéance de 1978. La liquidation de l'usine la CFEM est bien décidée et ce n'est pas à court terme l'arrivée d'un contrat de fabrication d'un nouveau pont à Rouen, qui modifiera le plan patronal. Les travailleurs le savent bien et passeront outre les positions attentistes de la direction de la CGT pour sauvegarder avec ténacité leur emploi.

Desquenne-Giral : les négriers du rail

C'est une entreprise de plus de 7000 ouvriers, dont les chantiers sont constitués d'OS, de manœuvres pour la plupart immigrés, se déplaçant dans l'ensemble du pays pour l'entretien des voies de chemin de fer. La haine de la direction Desquenne-Giral pour les travailleurs n'a pas de limites. Croyant revenu le temps des colonies, (comme le dit un chanteur fasciste), les ouvriers sont payés au bon-vouloir de la direction : de 9,15 F à 11,13 F de l'heure pour une semaine de 45 h. Faisant vivre et déplacer les travailleurs dans les baraques installées sur des wagons plats où l'on entasse les ouvriers à 4 par lit superposés, loués par l'entreprise à 10 F la journée, le tout faisant office de cuisine, (un réchaud à gaz) et salle de bain. Le repas du midi se prend debout et dehors qu'il pleuve ou qu'il neige. Mais un vent de sable est venu bloquer cette machine. Les chantiers de St-Aubin-les Elbœuf et Vernon se sont mis en grève avec occupation du chantier et de la gare. Un cahier revendicatif est déposé à la direction exigeant une augmentation des salaires et primes de déplacement, un wagon réfectoire et des logements décents et non des bidons-rails. Pour toute réponse, la direction licencia 150 ouvriers sans préavis et dans la nuit du 21 mars, les forces de l'ordre intervenaient dans la gare de St-Aubin pour expulser les 170 ouvriers en lutte qui bloquaient le matériel de l'entreprise. Depuis cette date, les travailleurs poursuivent avec ténacité l'occupation des logements de l'entreprise. La direction prenant part pour les contrats qui la lient avec la SNCF pour l'entretien de 200 km de voie ferrées devait procéder à une augmentation uniforme de 50 centimes de l'heure que la prime de déplacement, une amélioration dans les installations des habitats de chantiers (cabines de douches, sanitaires, salles de réunion). Une brèche a été faite : les travailleurs sont bien décidés malgré tout à poursuivre la lutte sur un cahier revendicatif commun à tous les chantiers de la société.

CHANTIERS BOUYGUES (PARIS) : PREMIER SUCCÈS POUR LES REVENDICATIONS !

Les travailleurs des chantiers de Bouygues, dans la région parisienne, qui étaient en lutte depuis plusieurs semaines viennent de reprendre le travail. Si les ouvriers de nombreux autres chantiers à Paris et à Clermont-Ferrand notamment ont également repris le travail sans temporairement avoir obtenu satisfaction, ceux de chez Bouygues, pour l'essentiel immigrés, ont arraché une première victoire en obtenant : une augmentation des salaires de 3%, une prime de 1 000 F qui paie une partie seulement des jours de grève ainsi qu'une augmentation de l'indemnité de repas journalière de deux francs.

INTERNATIONAL

En bref... En bref...

ZAIRE : L'URSS ANNULE LA LIVRAISON AÉRIENNE PRÉVUE

L'URSS vient d'annuler la liaison aérienne Moscou-Kinshasa dont l'inauguration était prévue le 31 mars dernier. Le personnel de «l'Aéroflot» se trouvait déjà au Zaire depuis quelques temps, lorsque l'URSS a envoyé un télégramme annonçant qu'elle annulait cette liaison.

D'autre part, les membres de l'ambassade cubaine ont été priés de quitter dans les 48 heures le pays.

ANGOLA : TRAITÉ DE COOPÉRATION AVEC L'URSS

Le gouvernement angolais vient de signer un accord de coopération dans le domaine de la pêche avec l'Union Soviétique.

RHODÉSIE : 3 AFRICAINS CONDAMNÉS

Trois patriotes africains ont été condamnés pour détention d'armes. Il s'agit de James Mkaha, Milton Madeyanike, et Bainos Kasimbe.

WALDHEIM À PARIS

De passage à Paris, Waldheim, le secrétaire général des Nations-Unies a déclaré que la Conférence de Genève sur le Proche-Orient qui prévoit un règlement impérialiste de la question palestinienne a peu de chances de se réunir, et évoquant la situation en Afrique, il a dit que «la situation est explosive».

ALLEMAGNE DE L'EST

L'Association des écrivains est-allemands de Berlin a exclu de son comité directeur les écrivains qui avaient soutenu Wolf Biermann lors de son bannissement.

CORÉE : DÉNONCIATION DU RÉGIME SUD-CORÉEN

Le secrétariat du Comité Coréen pour la Réunification Pacifique de la Patrie a condamné dans un communiqué de presse la clique Pak Jung Hi pour sa répression des étudiants sud-coréens arrêtés le 28 mars dernier. Le Comité des résidents coréens au Japon a exprimé dans une déclaration publique, son soutien aux étudiants de Séoul. A Séoul même, la résistance à l'oppression est de plus en plus forte. Plus de 1 500 religieux de la ville se se sont réunis le jour même de l'arrestation pour condamner la clique au pouvoir qui avait auparavant condamné des personnes auteurs d'une «déclaration pour la démocratie et le salut national».

THAILANDE : LA LUTTE ARMÉE PROGRESSE

La guerre populaire continue de se développer en Thailande, un accrochage très sévère a mis aux prises des forces patriotiques puissamment armées à des unités de l'armée fascistes appuyées par des malaysiens dans la province de Prachinburi (près du Cambodge) Trois soldats de Bangkok ont été tués. Des attaques surprises ont coûté la vie à au moins 6 policiers fascistes dans la province de Nakhon Phonon près du Laos.

ÉTATS UNIS : CONFÉRENCE CONTRE LA RÉPRESSION ET LE RACISME

Une conférence contre la répression politique et raciale s'est tenue à San Francisco. Les organisations présentes ont déclaré que les autorités recourent à la force policières pour réprimer les droits constitutionnels et civiques des citoyens, persécuter et intimider les minorités nationales.

Banks, l'un des dirigeants du «mouvement des Indiens d'Amérique», a déclaré que les informateurs et les agents de police sont largement utilisés pour discréditer la lutte des minorités aux États Unis.

ARGENTINE : 5 MILITANTS ASSASSINÉS

Les forces armées argentines ont tué 5 guérilleros au cours d'une fusillade à la Plata, au sud-est de la capitale.

En Espagne, après la réforme du syndicat «vertical»

"LE DROIT DE GREVE RESTE A IMPOSER !"

À L'OCCASION DU RASSEMBLEMENT COMMUNISTE OÙ IL A PRIS LA PAROLE, NOUS AVONS DEMANDÉ À PEDRO CRISTOBAL, VÉTÉRAN DU MOUVEMENT SYNDICAL D'ESPAGNE, UN DES FONDATEURS DES COMMISSIONS OUVRIÈRES, ANIMATEUR DU COURANT SYNDICAL «UNITAIRE» DES COMMISSIONS OUVRIÈRES, MILITANT DE L'ORGANISATION RÉVOLUTIONNAIRE DES TRAVAILLEURS

—La nouvelle loi «réformant» le syndicalisme officiel («vertical») hérité du franquisme vient d'être promulguée le 30 mars dernier, que représente-t-elle pour les travailleurs d'Espagne, les syndicalistes authentiques ?

—P. Cristobal : En principe cela devrait permettre aux travailleurs de se donner les syndicats qu'ils veulent. En pratique, il n'en est rien en fait : les possibilités d'organisations autorisées, c'est seulement par branches professionnelles. Pas question d'interprofessionnelle et encore moins de confédération nationale ! C'est encore, tout simplement, les principes corporatifs (fondements du syndicalisme vertical que Suarez prétend ainsi «réformer»). En plus, tous les décrets d'application doivent être contrôlés, normalement par le Conseil du Travail (structure issue du franquisme et toujours en place)... Tout ceci est en contradiction flagrante avec l'article 87 du code de l'Organisation Internationale du Travail et les conventions internationales prises à Genève par l'OIT sur les libertés syndicales et notamment le droit des travailleurs à se donner les syndicats qu'ils veulent !

—Pourrais-tu préciser dans quel contexte intervient cette loi et les conditions faites en réalité au mouvement syndical d'Espagne dans le cadre de ces soi-disant «réformes» et autres «libéralisations» ?

—R. : Des décrets antérieurs forment, avec cette «légalisation» du syndicalisme de branches, les conditions actuelles de notre combat : codification répressive du droit de grève et de la solidarité ouvrière, en particulier...

Toutes les grèves de solidarité, par exemple, sont interdites. Pour la grève même dans l'entreprise, sur les problèmes de l'entreprise, il faut un vote préalable majoritaire favorable à la grève parmi tout le personnel, y compris d'encadrement. Faire grève pour la solidarité avec d'autres travailleurs, d'autres entreprises, est un motif de licenciement ! Si de tels décrets sont passés, c'est le signe d'une faiblesse momentanée du mouvement syndical, due aux divisions introduites par les réformistes et le PCE de Carrillo-Camacho et la collaboration de fait aux «réformes» de Suarez qu'ils inspirent dans les centrales syndicales qu'ils contrôlent.

Pour nous, le droit de grève reste à imposer ! On veut nous enfermer dans le cadre étroit de l'usine. Le PCE et les réformistes acceptent cela. C'est pour cela qu'ils s'opposent en ce moment, par exemple, à toute coordination de luttes. Auparavant, ayant en vue la légalisation de leurs partis, le PSOE et le PCE faisaient des protestations et voulaient créer un rapport de forces en se servant des appareils syndicaux et ils pouvaient mobiliser pour quelques initiatives, à cause de cela. Mais aujourd'hui, il en est tout autrement ! Ils s'opposent à toute extension des luttes. Dès qu'il y a danger de généralisation, ils n'hésitent pas à envoyer d'importants dirigeants de leurs courants syndicaux pour faire reprendre rapidement le travail, comme lors de la grève de la Construction à Saragosse, il y a trois mois, où un des secrétaires des «Commissions Ouvrières» (du courant de Camacho), Tranquilino Sanchez-Alvaredo, est venu faire arrêter la lutte (aux cris de «c'est une aventure, une voie sans issue») en s'appuyant sur la besogne des militants locaux du PCE, assez nombreux pour peser sur la lutte...

—Face à cette entente de fait, comment lutter contre le carcan de la réforme syndicale de Suarez ?

—R. : La meilleure manière de lutter, c'est de faire comme si les décrets n'existaient pas ! La loi est de toute façon très en retrait sur la pratique syndicale réelle. Et c'est encore pire chez les fonctionnaires d'Etat. Aussi, pour nous, pour faire échec à la loi, il faut agir sans en tenir compte, faire grève, organiser la solidarité, lutter contre les licenciements et se coordonner. A Aranjuez, par exemple, où nous menons un important travail, deux camarades qui avaient été arrêtés pour leur activité politique de propagande ont été libérés (sans même être présentés au juge !) par une manifestation organisée par le syndicat «unitaire» de la Construction (courant unitaire des commissions ouvrières), appuyée par une grève des ouvriers de la Construction, qui a fait céder la police et fait reconnaître dans les faits le droit au syndicat d'intervenir même sur le terrain de l'expression politique ! D'ailleurs, il n'y a aucune «raison» de céder devant Suarez qui tienne ; avant, faire grève était un «acte de rébellion» sévèrement réprimé, et, contre le franquisme et ses syndicats corporatifs nous faisions grève ! Nous imposerons le droit syndical (et la grève) dans la lutte même !

(Propos recueillis par H. Varjac et S. Raynal)

Palestine occupée

JOURNÉE DE TERREUR Á BAKA EL ARBIA

Le 30 mars, journée d'anniversaire de la «Journée de la Terre» en Palestine, les troupes sionistes appuyées par des blindés légers ont été massées autour d'une école de Baka el Arbia en Galilée. Dans cette école, se trouvaient 2000 élèves. Puis, un hélicoptère a atterri dans la cour de l'école, et les soldats se sont précipités vers les bâtiments en tirant, en lançant des grenades lacrymogènes. Les enfants apeurés se sont précipités dans la cour où ils ont été frappés par les sionistes.

Après l'école, les forces sionistes parcourent le village, survolé par plusieurs hélicoptères. Les soldats sionistes pénètrent dans les maisons, brisent les meubles, battent les Palestiniens et détruisent les magasins. Les soldats attachent ensuite deux jeunes par les mains à une jeep et les font courir dans les rues du village, ce qui les a gravement blessés. Vers l'après-midi, les sionistes sont postés aux entrées du village et ils attendent les travailleurs qui rentrent chez eux. Tous sont frappés sauvagement. Un soldat sioniste crie fort «Pour qu'ils apprennent la leçon».

Le bilan de cette journée : près d'un millier de Palestiniens blessés. 29 ans après, les sionistes reprennent toujours leurs méthodes terroristes utilisées à Deir Yassin, village où des centaines de Palestiniens ont été massacrés.

Afrique Australe

ZIMBABWE : réunion des pays et organisations du champ de bataille

Le présidents du Mozambique, de Zambie, les dirigeants des organisations de libération du Zimbabwe, et les ministres de la Défense d'Angola, de la Tanzanie et du Botswana se sont réunis dans la capitale du Mozambique pour étudier la situation en Afrique Australe. A la fin de la réunion, N'Komo, un des dirigeants du Front Patriotique de Zimbabwe, a déclaré que le Front est sorti renforcé de ces entretiens. *«Des moyens ont été mis au point pour intensifier la guerre de libération et amener la défaite finale et complète de Ian Smith».*

AFRIQUE DU SUD : extension de la durée du service militaire

Dans un livre blanc soumis à l'Assemblée Nationale sud-africaine, le ministre de la Défense, Piet Botha a annoncé que la durée du service militaire pour les Blancs sera étendue de un à deux ans, que les femmes et autres secteurs de la population seront aussi mobilisées. Il a annoncé aussi l'accroissement de l'entraînement militaire et l'amélioration de l'équipement technique des forces navales et aériennes. Face à l'extension de la lutte armée dans cette partie de l'Afrique, les racistes mobilisent leurs forces.

D'autre part, le régime raciste a annoncé une augmentation de 21,3 % de son budget de la «défense» au cours de l'année 77-78. Devant l'Assemblée des députés, le ministre des finances a expliqué que les dépenses pour la «défense» représentent 18,5 % du budget total de la prochaine année. Il a admis que l'Afrique du Sud était confrontée à de graves problèmes financiers et économiques.

INTERNATIONAL

Après l'échec de Cyrus Vance

• AUX USA, CRITIQUE DE PLUS EN PLUS ACERBES
• EN EUROPE, ESPRIT MUNICHOIS

Lors de la réception de Castro à Moscou, Brejnev a fait une brève allusion aux discussions sur les amendements stratégiques avec les USA. *«Un compromis raisonnable peut être trouvé, a-t-il déclaré...Mais les récents contacts ont prouvé qu'au lieu d'aller de l'avant, nos partenaires ont renoncé à une approche constructive pour défendre un point de vue unilatéral»*, en d'autres termes le seul compromis proposé aux Américains est qu'ils reculent.

Aux États-Unis même, le porte parole de Carter a téléphoné à un journaliste pour lui dire que son article, prétendant que Carter et Vance avaient commis une erreur de jugement sur les intentions soviétiques, était faux. Ce qui n'empêche pas la presse américaine, après avoir pendant plusieurs jours repris les propos anaisants de Brzezinski, assurant que les USA avaient tout prévu, de donner des commentaires de plus en plus acerbes sur la politique de Carter.

C'est sous ce titre que le «Washington Post» écrivait dans son éditorial de mercredi que *«jamais depuis Napoléon, on n'avait assisté à une retraite de Moscou aussi désordonnée que celle qu'a conduite Cyrus Vance le week-end dernier» !*

«Heureusement la situation n'est pas irréversible, écrit-il dans sa conclusion, *les Etats-Unis peuvent... réévaluer leur tactique et se faire bien entendre par la fermeté, ce qui correspond aux intérêts des USA comme de l'URSS».* Bref, la seule issue est une riposte aussi brutale que l'attaque l'a été. Les discussions sur le désarmement n'ont jamais été aussi évidemment le prétexte de la course aux armements !

RIEN DE NOUVEAU SOUS LE SOLEIL !

Cependant, les commentateurs et les dirigeants européens ont repris pour l'essentiel à leur compte les positions de Cyrus Vance. C'est Schmidt qui disait que l'Europe n'avait rien à craindre. C'est la presse française qui a largement repris les arguments développés à satiété par Aron du «Figaro», à savoir : *«Brejnev avait déjà refusé cette solution»* (écarter les avions russes et les missiles Cruise de la négociation), *«le rejet soviétique des deux termes de l'alternative pouvait et devait être prévu» «que SALT II soit ou non signé avant l'expiration de SALT I, l'effort militaire continuera en tout état de cause d'un côté comme de l'autre».* La reconnaissance de ces évidences est une manière de boucher les yeux sur ce qui est apparu nettement avec le voyage de Cyrus Vance : que les Soviétiques étaient désormais en mesure d'engager l'épreuve de force sur le terrain européen. Mais tous les commentateurs n'ont pas la compétence de Aron qui sait que la course aux armements est l'élément essentiel. Le «Matin de Paris», journal officieux du PS, est encore plus inconsistant : il écrit le 3 avril : *«La détérioration des rapports entre les deux capitales ne devrait pas aller jusqu'à altérer leur volonté de s'entendre sur le désarmement»* ! En somme, la voix de la capitulation, et de l'aveuglement qui raccroche à la volonté des deux superpuissances tout espoir de paix, alors que celles-ci préparent la guerre.

Même esprit, mais avec une plus grande pudeur dans le «Monde» qui écrit : *«On veut croire que l'échec de Cyrus Vance n'est que provisoire et que les deux grands se ressaisiront !»*

LA VOIX DE MOSCOU

Cette pente de démission qui frappe la plupart des commentateurs bourgeois, «l'Humanité» la transforme en capitulation exclusive devant Moscou, pas seulement capitulation mais aussi elle se transforme en porte-parole des menaces brejneviennes. *«Le président américain tente de renverser les rôles en mettant en cause la bonne foi soviétique, il croit pouvoir se livrer au chantage. La menace ne vise pas que l'URSS. Elle concerne le monde entier».* Quand les Soviétiques disent qu'ils ne veulent pas ralentir la course aux armements parce que cela favorise les Américains, Marchais nous assure que seuls les Américains veulent la guerre et que c'est de l'URSS que viendra la paix. Les collabos sont déjà en place !

Djibouti

APRÈS L'INDÉPENDANCE LE NOUVEL ÉTAT POURRAIT ACCUEILLIR LE SIÈGE DE L'OUA

Après la table ronde d'Accra, qui s'est tenue ces derniers jours à l'initiative de l'O.U.A. pour essayer de ressouder l'unité des partis de Djibouti, Adballah Kamil, président du conseil, et Ahmed Dini, l'un des leaders de la LPAI, ont déclaré lors d'une escale à Paris que cette unité avait été reconquise et qu'un «Front Patriotique» était formé.

«Si c'est le prix de l'Unité, la Ligue Populaire pour l'Indépendance est même prête à se dissoudre» aurait déclaré Dini.

En fait, la conférence d'Accra est parvenue à un accord de dernière minute : accord de principe pour la formation d'un «Front Patriotique uni» regroupant toutes les formations politiques, dirigé par un comité de coordination formé des dirigeants des mouvements et dont les fonctions ne sont pas clairement définies.

L'accord précise toutefois que la présence française devra disparaître à Djibouti. Il faudrait également rouvrir les listes électorales... Mais il ne s'agit pour le moment, selon Kamil, que de *«recommandations»* adressées au gouvernement français.

Des divergences sur lesquelles les partis ont accepté de mettre la sourdine pour ne pas compromettre l'indépendance demeurent sur la question des élections est-il précisé dans le texte de l'accord.

Sadate aux États Unis

Les discussions entre Sadate et Carter se sont terminées mardi soir, et aucun accord n'a pu être fait sur la livraison d'armes américaines à l'Égypte. Ce que Sadate voulait, c'est l'achat de 200 «F5E», des missiles anti-chars et des équipements américains pour l'armée. Du côté américain, il y a des hésitations : d'une part, l'État sioniste refuse une «aide» militaire américaine à un pays arabe et, d'autre part, la non-livraison d'armes à des pays arabes, surtout à l'Égypte, créerait des difficultés à l'impérialisme américain dans la région.

La question des livraisons d'armes a été liée, dans les discussions, au problème du règlement au Proche-Orient. Sadate a insisté sur la participation de l'OLP à la Conférence de Genève alors que Carter a demandé d'exercer des pressions sur l'OLP pour «modérer» ses positions.

Suède

LE CONTRAT SOCIAL BAT DE L'AILE

Les négociations engagées en Suède sur le renouvellement des contrats salariaux entre la confédération patronale S.A.F. et les confédérations syndicales des travailleurs ont été rompues mardi.

La coalition des partis bourgeois de droite dirigée par Falldin avait essayé d'obtenir le consensus des travailleurs en désignant une *«commission des bons offices»*. Mais celle-ci n'a pas réussi, alors que le gouvernement vient de prendre des mesures d'austérité, à faire taire les revendications salariales des travailleurs regroupés dans les centrales L.O. et l'association des travailleurs salariés P.T.K.

Les mesures d'austérité se succèdent en Suède : dimanche, le gouvernement de coalition annonçait une dévaluation de 6% de la couronne, la monnaie suédoise. Lundi, le premier ministre, Thorbjorn Falldin, a annoncé le gel des prix,... assorti d'une hausse de 3% des impôts sur le revenu, qui passent ainsi à 21,65%.

Pour la coalition qui depuis six mois a remplacé au pouvoir la social-démocratie en place depuis 40 ans, il s'agit de juguler l'inflation. Au cours des dernières années, la Suède a vu considérablement baisser ses exportations, et s'accroître parallèlement le déficit de la balance des paiements. Pour la première fois depuis de très longues années, elle a dû, au mois de février, faire un emprunt d'un milliard de dollars au capital étranger.

«Cela fait trop longtemps que nous consommons plus que nous ne produisons», a déclaré un haut dignitaire suédois. *«Maintenant, il va falloir payer la facture».*

Le gouvernement suédois prévoit de réduire les dépenses publiques, et d'encourager les investissements industriels.

VERS DES RÉDUCTIONS DE SALAIRE

«En 78, nous avons bon espoir d'accroître la production, et l'emploi dans de larges secteurs de l'industrie suédoise», a encore déclaré Falldin, *«pourvu que le rétablissement de l'économie internationale continue. Dans une telle situation, il faudra limiter la consommation privée, les subventions accordées au secteur de la construction et les dépenses du secteur public».*

En clair, cela veut dire que les travailleurs suédois devraient cette année accepter une hausse des salaires réduite, pour réduire le *«coût du travail».*

En bref... En bref...

GRANDE-BRETAGNE : MENACES DE LICENCIEMENTS DES GRÉVISTES DE LA BRITISH AIRWAYS

Depuis dimanche dernier, 4 000 employés de la British Airways ont déclenché une grève pour la revalorisation du travail la nuit et le week-end. Cette grève intervient au moment des vacances et gêne considérablement la compagnie. Désapprouvés par les syndicats, les grévistes ont reçu des menaces de licenciements de la direction de la compagnie, s'ils ne reprenaient leur travail normalement.

• BELGIQUE : LES TRAVAILLEURS REFUSENT LA TREVE ÉLECTORALE :

***Alors qu'après l'annonce des élections pour le 17 avril, les centrales syndicales ont décidé de suspendre le mouvement de grèves hebdomadaires contre le plan d'austérité dit plan Egmont, nombreux sont les travailleurs qui refusent cette trêve électorale. Des grèves ont été déclenchées, en particulier en Wallonie, dans le sillon industriel de la Sambre. Des dirigeants syndicalistes de Wallonie ont déclaré :* «Nous étions prêts à l'action... Nous n'avons pas à nous embarrasser de la conjoncture électorale.»**

• EUROPE : LES SOCIAUX-DÉMOCRATES CONTRE LE CHÔMAGE... EN PRINCIPE

Une réunion des partis socialistes a eu lieu ce week-end à Oslo. Elle a donné lieu à une déclaration solennelle sur le droit au travail et le plein emploi. Ce qui ne manque pas de sel quand on sait qu'y participaient l'anglais Callaghan et l'allemand Schmidt, des connaisseurs en la matière. La France était représentée par Rocard et par Moreau, de la direction de la CFDT.

Rassemblement Communiste du 3 avril 1977

INTERVENTION CENTRALE

prononcée par Charles VILLAC *(Extraits)*

4

Dans cette situation, se pose avec une urgence accrue la nécessité de la construction du front de lutte contre la crise. En effet, à une politique d'ensemble, à un plan qui frappe l'ensemble de la classe ouvrière, il est nécessaire d'opposer une riposte d'ensemble. C'est à l'échelle du pays, à partir des entreprises, qu'il s'agit de construire un rapport de force. En effet aujourd'hui, plus que jamais, la mise en échec du plan Barre exige la construction de ce front pour rassembler tous ceux qui refusent d'attendre de 78 le changement dans leur situation, cela exige l'organisation de l'autonomie ouvrière, face au blocage imposé par les directions syndicales confédérales. En effet, à l'heure où de nombreuses questions politiques se posent et doivent trouver un lieu pour être débattues, à l'heure où il est plus que jamais nécessaire de lutter contre le morcellement, la division, à l'heure où dans le même temps, dans les syndicats, généralement, tout débat véritablement démocratique est étouffé, il faut que ceux qui veulent s'unir, confronter largement et ouvertement leurs points de vue, mettre à jour les obstacles au développement de la riposte, puissent le faire. Par ailleurs, au moment où la réalité et la possibilité des luttes se renforce, où des luttes dures, prolongées s'engagent mais risquent l'échec à cause de l'isolement, il est nécessaire de soutenir activement ce développement du nouveau dans la situation. Il est nécessaire d'organiser autour d'elles le plus large mouvement possible de solidarité populaire. Ainsi, pas à pas, favorisé par le développement des luttes, se construira, se renforcera le front de lutte contre la crise. Ainsi il faut développer, généraliser les commissions de travailleurs, qui doivent devenir un lieu de l'initiative ouvrière, un moyen concret pour la réalisation de l'autonomie ouvrière. Autonomie ouvrière qui permet une capacité renforcée de résistance au chantage, aux discours trompeurs des Giscard-Barre et au blocage imposé par la gauche ; c'est ainsi que la classe ouvrière pourra en situation de force aborder l'échéance de 78 et éviter que l'éventuel succès de la gauche ne signifie une capacité plus importante de ces partis bourgeois de bloquer, d'étouffer l'initiative ouvrière, d'imposer, à la suite du plan Barre, le plan Rocard.

Mais tracer cette perspective aujourd'hui ne suffit pas. Il faut la rapporter au projet de révolution socialiste, de société socialiste.

C'est seulement à cette condition que se dessineront dans toute leur dimension, les clivages nécessaires, et avec ceux du programme commun, qui ont définitivement renoncé à la révolution socialiste, et avec ceux qui capotent dès qu'il s'agit de définir ce qui justement éclaire le combat aujourd'hui et marque sa direction. C'est seulement à cette condition que pourra se construire une véritable unité de la classe ouvrière, autour de son projet autonome. C'est seulement à cette condition que les conflits de classe apparaîtront dans toute leur netteté, et que se dessinera une alternative mobilisatrice pour la classe ouvrière. Ainsi, se révélera dans toute sa nudité l'antagonisme insurmontable qui oppose prolétariat et bourgeoisie de notre pays. Et cette nécessité se marque avec une urgence d'autant plus grande aujourd'hui que la période qui s'ouvre sera lourde de conséquences du point de vue du développement de la lutte de classes.

La révolution socialiste constitue la seule issue réelle à cette crise. Prétendre faire l'économie de cette révolution, c'est nécessairement sauvegarder le capitalisme, le maintenir, le conserver, c'est nécessairement en réalité conserver la domination de la classe bourgeoise. Déjà, les héroïques communards, il y a 106 ans de cela, ont montré que le seul et unique moyen pour la classe ouvrière de prendre le pouvoir, c'était les armes. Ils ont ainsi ouvert l'ère des révolutions prolétariennes.

Aujourd'hui, dans notre pays, la mise à nu des contradictions insurmontables de cette société impérialiste montre avec une acuité accrue la nécessité de la révolution. Celle-ci ne constitue en aucune façon un rêve idéaliste, inapplicable à notre société. En effet, c'est l'antagonisme même qui lézarde cette société qui appelle impérativement cette issue.

Les bourgeois n'abandonnent le pouvoir que contraints, par la force. Ils disposent d'une force matérielle, organisée pour la répression et l'oppression des masses. Sans la destruction de l'Etat, des exploiteurs, la construction du socialisme n'est pas possible dans notre pays. Et cette initiative historique, sera portée par l'immense enthousiasme, la force créatrice et l'initiative du prolétariat de notre pays et des autres couches du peuple. En effet, à ce moment-là, la crise politique se sera développée en crise révolutionnaire où sera directement posée la question du pouvoir. A ce moment-là, la bourgeoisie sera très largement, très profondément discréditée aux yeux des larges masses. L'unité de la classe ouvrière aura progressé d'une façon très importante, le révisionnisme ayant été pour l'essentiel démantelé et elle aura tissé des liens profonds avec ses alliés, les autres couches du peuple. Sous la direction du parti de type nouveau, l'insurrection victorieuse pourra être déclenchée.

Cette amplification de toutes les contradictions qui parcourent notre société, dans la base économique, comme dans la sphère politique et dans l'Etat, et qui se nouent en une profonde crise politique, une grave crise de société, met à l'ordre du jour d'une manière tout à fait actuelle cet espoir plus que centenaire de tous les exploités : le socialisme. Oh non, le socialisme, ce n'est pas un rêve vieillot, une utopie surgie au plus profond du 19e siècle, quand la barbarie accablait un prolétariat misérable, poussé par la faim et le désespoir, ce n'est pas cette solution passagère, qu'à la rigueur certains bourgeois éclairés veulent bien essayer de comprendre, dans un sursaut de tolérance tardive, quand, les masses d'un Tiers-Monde pillé, écrasé, meurtri échappent enfin à la famine et à l'esclavage en proclamant, après une lutte acharnée contre l'impérialisme, leur résolution de construire le socialisme.

Le socialisme, c'est très moderne, il n'y a rien même de plus moderne que le socialisme, et la démonstration la plus nette en est fournie chaque jour par cette société que les idéologues souffreteux de la bourgeoisie, les professionnels de l'anti-communisme littéraire qualifient de post-industrielle. La voilà qui prend l'eau de toutes parts, qui craquèle à toutes les jointures, qui révèle d'un coup sa sénilité. Oui, elle est pourrie la société bourgeoise, elle a fait son temps, et de reste.

Et c'est le socialisme qui ouvre les voies de l'avenir, qui se lit déjà en creux dans les secousses du capitalisme failli, c'est le socialisme qui offre la seule solution aux contradictions insurmontables de la vieille société, c'est la révolution socialiste qui offre la seule alternative à la barbarie qui prend forme.

Mais depuis que les Communards ont pour la première fois commencé à détruire le pouvoir d'Etat bourgeois, pour la première fois établi la dictature du prolétariat, le socialisme a connu dans sa progression inéluctable un mouvement contradictoire. D'une part, il s'est affirmé comme la perspective du prolétariat international, il s'établit par la révolution bolchévique d'Octobre 1917, il est le prolongement de la grande révolution chinoise, c'est lui qu'édifient les ouvriers albanais, alliés aux paysans pauvres. Le socialisme est devenu une réalité concrète que définissent des centaines de millions d'hommes, et les prolétaires des pays capitalistes disposent pour la précision de leur projet révolutionnaire d'une expérience indirecte considérable ; mais d'autre part, le socialisme a disparu provisoirement du premier pays qui l'avait vu s'établir, l'Union Soviétique est devenue un pays capitaliste, et connaît aujourd'hui la dictature implacable d'une nouvelle bourgeoisie. Sur cette base, la bourgeoisie peut développer une vaste offensive multiforme pour dissuader la classe ouvrière et les masses populaires d'accomplir leur révolution. A l'intérieur même du mouvement ouvrier, elle a trouvé de solides appuis parmi ceux, qui, dans le même temps où l'URSS voyait s'opérer la sinistre contre-révolution krouchtchévienne, s'efforçaient de leur côté de dissuader le prolétariat de lutter pour la révolution, reprenaient à leur compte les vieilles fables décrépies du passage pacifique au socialisme, du parlementarisme bourgeois, pour maintenir le prolétariat sous la domination bourgeoise.

Le mot de socialisme a été galvaudé, terni, rendu inoffensif, voire repoussant, alors que s'accomplissait cette forfaiture. Il nous appartient de lui redonner son véritable contenu, d'ôter aux Marchais et aux Mitterrand, aux révisionnistes et aux social-traîtres, le droit d'y faire frauduleusement référence, quand ils entendent par là, poursuivre par d'autres moyens et sous d'autres formes le capitalisme failli. Aussi devons-nous entreprendre un immense débat avec les travailleurs de notre pays, à chaque occasion et systématiquement afin que la confusion qui règne soit levée. Car enfin, s'il n'est pas possible de définir dans le détail ce que sera la société socialiste issue de la révolution, la double expérience, positive et négative que le prolétariat international a fait du socialisme, et de la restauration du capitalisme permet d'y voir plus clair, dans ce chemin que seule la décision des travailleurs, leurs choix, et leur capacité à résoudre les difficultés de toute sorte qu'ils rencontreront, permettra de tracer. Parce que le socialisme est une société en continuel mouvement, par laquelle les travailleurs passent du capitalisme qu'ils viennent, par leur révolution, de commencer à faire disparaître, au communisme qui n'est pas encore possible, et qu'ils doivent préparer tout au long de cette transition, la société socialiste n'est pas une réalité statique, établie une fois pour toutes, une fois la révolution accomplie. Cette transformation gigantesque par laquelle sont éliminés progressivement tous les vestiges de l'ancienne société repose sur une mobilisation incessante des travailleurs, car le risque demeure, à tous moments dans la société socialiste, que la force de l'habitude, le poids de l'ordre ancien, favorise la restauration du capitalisme par les anciennes classes exploiteuses qui n'ont pu être éliminées et subsistent au sein de la société nouvelle, comme par la formation, encore possible, d'une nouvelle bourgeoisie. Si tout devient possible une fois la révolution faite et si rien n'est possible sans la révolution, rien non plus n'est alors définitivement réglé. On ne peut passer, du jour au lendemain, après des siècles et des siècles d'oppression, d'exploitation, d'asservissement, à la société communiste, où sont effacées les classes et les différences de classes, où tout Etat a disparu, mais s'engager dans cette voie d'émancipation totale de l'homme, tel est bien le but du socialisme.

Dès que s'engage le socialisme, commence le dépérissement de l'Etat, ce corps étranger de répression, que la bourgeoisie utilise pour maintenir sa domination, dont les piliers essentiels sont l'administration bureaucratique, l'armée, la police. Progressivement, toutes les fonctions accomplies par l'Etat passent à la classe ouvrière et à ses alliés, qui, collectivement, assurent la dictature de la majorité sur la minorité exploiteuse, en même temps que prend forme l'organisation la plus large d'un pouvoir politique absolument nouveau, à peine esquissé dans la période révolutionnaire, le pouvoir des travailleurs. L'Etat au service de la bourgeoisie, l'Etat fusionné au capital est détruit, le remplace l'Etat prolétarien, qui n'est que l'expression organisée du pouvoir de la majorité. Cet Etat, qui a pour destination de disparaître dès qu'auront disparu les classes et les différences de classes, n'a qu'un point commun avec l'Etat de la vieille société : il veille à ce que la classe dominée ne reprenne pas le dessus, mais les rôles ont changé. La classe dominée alors, c'est la bourgeoisie et non le prolétariat, qui au contraire est devenu la classe dominante. Rien d'autre ne le rapproche de l'Etat ancien. Ainsi, le pouvoir que se sont appropriés les travailleurs, est-il largement un pouvoir par le bas. Ce sont en effet les structures de base des travailleurs, assemblés en communauté à partir de l'entreprise, du quartier, du village qui jouent désormais un rôle essentiel.

(à suivre)

PORT ST-LOUIS DU RHÔNE

LES «PAVILLONS DE COMPLAISANCE»

La lutte contre les négriers internationaux

Reportage
Robert RIVIERE

Tandis que les pays du Tiers Monde luttent pour obtenir un juste prix de leurs matières premières, les impérialistes veulent perpétuer le pillage des richesses de ces pays. La bourgeoisie française, qui participe largement à ce pillage, veut continuer, notamment avec le commerce du bois.

C'est dans ce domaine que sévit la société BECOB de Port-Saint-Louis du Rhône. Cette société, au nom de la sacro-sainte compétitivité, cherche à réduire au maximum le coût d'achat de ses bois importés. Un rapide calcul lui montre que les bâteaux de la Compagnie Nationale de Navigation ont des tarifs moins intéressants que des bâteaux étrangers sous «pavillons de complaisance». Elle affrête alors un cargo panaméen avec un équipage de 44 marins indonésiens, philippins et chinois de Hong-Kong soumis à des conditions de travail et de salaire (600 NF/mois) qui en font des esclaves modernes. Mais ceux-ci se révoltent et depuis que la Fédération des syndicats maritimes a engagé la lutte contre les pavillons de complaisance, 75 bâteaux ont été bloqués.

C'est ainsi que le 8 décembre 76, a éclaté le conflit du Montégo affrété sous l'ordre de la BECOB, l'équipage refusant de décharger le bois qui devait être entreposé à la Cie Charles-le-Borgne de Port St-Louis du Rhône.

PRISONNIERS MALGRÉ EUX

Afin d'alerter et de mobiliser l'opionion publique sur ce sujet, les syndicats CGT de marins de Port de Bouc et de Port St-Louis ont convoqué une conférence de presse sur les suites actuelles de ce conflit qui a duré 69 jours.

«Certains marins sont à bord depuis deux, voire trois et même quatre ans. Ils sont quasiment prisonniers du bord compte tenu du fait qu'à l'issue de leur contrat d'un an, ils sont dans l'impossibilité matérielle et financière d'abandonner leur embarquement. Ils renouvellent donc systématiquement, par obligation, leur contrat».

Ces conditions d'esclavage sont couvertes par le gouvernement des Philippines où règne la loi martiale. Les pressions du Consul Général des Philippines à Paris, du Représentant du Travail philippin à Londres et du NSB (inscription maritime philippine), sur les marins du Montégo, sont permanentes.

LA JUSTICE AU SECOURS DES NÉGRIERS

Ce n'est pas le seul soutien à l'armateur (MM Overseas Maritime Co. Ltd, Panama), aux affrêteurs (MM Great Eastern Maritime Co) et à la société BECOB : il y a la justice française qui s'allie avec eux et le gouvernement philipin. Le 3 janvier 77, le tribunal de commerce d'Arles autorise le débarquement du bois. Devant le refus de l'équipage, le commandant, au nom de l'armateur et de la BECOB, traduit les marins devant le tribunal des référés de Tarascon. Le 25 janvier, le tribunal se trouve compétent pour réaffirmer l'autorisation de décharger le bois, *«au besoin avec l'assistance de la force publique»*, en interdisant au syndicat CGT d'y *«mettre obstacle»*.

Le soutien permanent de la population de Port St-Louis du Rhône et de la CGT des marins et dockers ont empêché ces agissements de pirates (l'opération «commando» sur le Glotic Vénus, au Havre, prouve le soutien total de la police française en la matière).

Un protocole d'accord est signé le 15 janvier par l'armateur et l'affrêteur qui donnent *«partiellement satisfaction aux revendications de l'équipage en contre-partie du déchargement du navire»* et qui prévoit qu'*«aucune sanction ni poursuite de quelque nature que ce soit, ne sera prise ou engagée à l'égard des membres de l'équipage.»*

LA PAROLE D'UN PIRATE

Mais, dès le 7 mars, M. Cabalquinto, PDG de la Cie Maritime et agent d'embauche aux Philippines de la Great Eastern Maritime Co, poursuit l'équipage du Montégo devant les tribunaux philippins et les syndicats CGT reçoivent la copie de la plainte niant le contenu du protocole d'accord : les sommes versées l'ont été *«pour éviter des pertes supplémentaires... Ces paiements ne furent pas faits de plein grè, et les reçus n'ont aucune valeur. Au contraire, ils reçurent ces sommes illégalement et en parfaite violation de leur contrat de travail»*, moyennant quoi M. Cabalquinto leur demande non seulement de rendre les sommes versées, mais de payer tous les frais dûs à la grève. De plus, et en conclusion de la plainte, *«les grévistes devront subir des mesures disciplinaires en accord avec la gravité de leur faute»*. C'est la menace de la loi martiale.

LES SILENCES SIGNIFICATIFS DE L'UNION DE LA GAUCHE

La présence, depuis le 27 janvier 77 du Stolt Aegen, pétrolier de 33 000 tonnes, dans l'Étang de Berre où il a été abandonné avec son équipage, le nombre important de bateaux étrangers battant pavillon de complaisance dans le golfe de Fos, sont une preuve quotidienne que les «pirates internationaux» sont nécessaires à l'impérialisme français en crise. Les silences du «Provençal» de Defferre sur ces luttes qui se déroulent aux portes de Marseille, la discrétion du PCF sur le scandale des pavillons de complaisance que Marchais n'a pas soulevé une seule fois, dans son long face-à-face électoral télévisé avec Fourcade sur la question des pétroliers, s'expliquent par le fait qu'ils ne remettent pas en cause le capitalisme et son pillage impérialiste.

Marins Phillipins occupant leur navire.

Pourquoi très peu de bateaux français à Fos

Sans les bateaux étrangers et ceux battant «pavillons de complaisance», le complexe de Fos cesserait rapidement de tourner. Théoriquement, le cabotage français (navigation marchande à courte distance entre ports français) a le monopole national ; «Or, comme nous le dit le syndicat CGT des marins, à Lavéra, sur 13 à 14 caboteurs, il y a 10 pavillons étrangers dont 3 de complaisance. Et pour Solmer, c'est la même chose. Il faut savoir que deux tiers du trafic maritime français sê fait sous pavillon de complaisance»

S'il est vrai que la valse des noms de bateaux et de leurs pavillons est bien connue par les marins, la CGT dénonce aussi le fait que les compagnies françaises sont à l'origine de la création des pavillons de complaisance.

«Ainsi, la CFR (*la revoilà !*) a vendu 5 pétroliers qui ont été, non pas détruits, mais réaffrêtés sous pavillon panaméen et ils travaillent aujourd'hui pour la Cie Générale Maritime» !

Dans un communiqué daté du 17 mars, le syndicat national des officiers de la marine marchande CFDT dévoilait que ce même jour «le Maleka, navire anciennement nommé «Cap Farina» de la Cie Delom S.A., quittait le port de Marseille ; acheté par un armateur de Ceylan, il a pris le pavillon panaméen. Il part pour Bombay, et doit aller grossir la flotte des navires de complaisance qui hantent l'océan Indien et la mer Rouge» *Résultat : 22 marins et officiers risquent d'être au chômage car ce navire* «quitte la flotte française sans être remplacé». *D'autre part, la Cie de cabotage pétrolier, la Fouquet Sacop Maritime doit envoyer à la ferraille un de ses 4 navires le 15 mai 77 : l'Hilaire Fouquet. Résultat : 25 chômeurs de plus, et un pavillon de complaisance prendra très rapidement la place.*

POURQUOI LE STOLT EAGEN, PÉTROLIER LIBÉRIEN DE 33 000 TONNES, ET SON ÉQUIPAGE SONT-ILS EN RADE DANS L'ÉTANG DE BERRE ?

Ce pétrolier transporte du «naphta». Son équipage est composé de marins venant de Grèce, de Gambie, d'Honduras, de Salvador, de Ceylan, d'Australie, d'Indonésie, de Somalie, d'Équateur et du Chili ! Soit moins de 30 marins !

N'ayant pas touché de salaire depuis octobre 76, cet équipage décide, le 10 janvier 77, de ne pas décharger les quelques 30 000 tonnes de naphta à l'usine CFR (Cie Françaises des Raffineries) de Lavéra (près de Martigues). Leurs revendications sont identiques à celles du Montégo, alors occupé à Port St-Louis du Rhône.

Cette fois-ci, pas besoin de monter un commando de mercenaires étrangers. Terrin, président du Port Autonome de Marseille et grand ami de Defferre, fait envoyer les CRS, le 20 janvier, pour faire partir le bateau qui encombre le quai de débarquement de la CFR. Bien qu'ils soient montés à bord, ils ne parviennent pas à leur but ; mais un compromis est passé avec M. Lombard, maire de Martigues et Conseiller Général PCF, sous prétexte de sécurité, pour évacuer le bateau et le mettre en rade à l'Etang de Berre avec 3 700 tonnes de naphta que les marins n'ont pas voulu décharger.

Entre le 25 et le 27 janvier, le Commandant et les officiers supérieurs abandonnent le pétrolier à son sort. La Cie Stolt qui l'a affrêté, ne semble pas très affectée par cet abandon. Précisons que cette Cie internationale norvégienne construit des navires... à Nantes ! La discrétion troublante sur cette affaire serait-elle liée à de sordides chantages financiers ? Nous serions tentés de le penser.

Comme pour le Montégo, le Syndicat CGT des marins a pris en charge l'équipage qui vient d'épuiser ses deux mois de réserves de vivres. *«Nous avons fait soigner les malades, nous leur apportons du linge, des vivres fraîches et des cigarettes, et nous faisons les démarches auprès de la Préfecture et des autorités. Mais nous comptons surtout sur une mobilisation de l'opinion publique».*

«Seul l'armateur semblait intéressé par le règlement du conflit : les 3 700 tonnes de naphta représentent au minimum 180 millions d'AF, ça doit permettre de tenir».

Mais on se demande bien pourquoi la Compagnie Stolt ou d'autres se soucieraient d'un vieux bateau, probablement déjà amorti depuis longtemps et dont l'armement serait, paraît-il, pire que celui du Montégo, alors que d'autres navires vont et viennent, déchargeant tranquillement leurs centaines de tonnes de naphta au quai libre de la CFR !

En cas de non règlement rapide du conflit, les marins et dockers CGT envisagent donc de boycotter le déchargement de ces bateaux.

La Commune au jour le jour

Par Paule Saconnet

Vendredi 7 avril 1871

Après le décret sur la séparation de l'Eglise et de l'Etat, dans chaque quartier se mettent en place de nouvelles structures. Et ce n'est pas une mince tâche car tout est vraiment à faire dans le domaine de l'école : il faut non seulement débarrasser l'enseignement de la présence idéologique et matérielle du clergé, mais aussi innover de nouvelles méthodes, proposer de nouveaux contenus. Voici l'un des appels lancés, c'est celui du XVII[e] arrondissement :

«Les instituteurs et institutrices des écoles et salles d'asile publiques du XVII[e] arrondissement sont invités à se conformer aux instructions suivantes :

Ils emploieront exclusivement la méthode expérimental ou scientifique, celle qui part toujours de l'observation des faits, quelle qu'en soit la nature : physiques, moraux, intellectuels...

Il ne sera enseigné ou pratiqué en commun, ni prières, ni dogmes, ni rien de ce qui est réservé à la conscience individuelle.

Les écoles et salles d'asile communales ne contiendront, aux places exposées aux regards des élèves ou du public, aucun objet de culte, aucune image religieuse.

Ce qui caractérise d'ailleurs la Commune, c'est bien cette volonté collective de casser les vieilles structures étouffantes, de tout saisir, de tout connaître, de discuter de tout. Comme le dit Louise Michel, avec son bel enthousiasme révolutionnaire : «On voulait tout à la fois, arts, sciences, littérature, découvertes, la vie flamboyait. On avait hâte de s'échapper du vieux monde».

Aussi les travailleurs vont-ils créer des clubs, se réunir le soir, dans lès églises (après le culte) pour analyser les événements du jour, parler de l'enseignement, de la religion, du mariage... Souvent des pétitions, des manifestes étaient placardés sur les murs ou portés au Conseil de la Commune, à l'Hôtel de Ville.

Toute une réappropriation démocratique de tous les domaines va ainsi se développer pendant ces quelques semaines de «vie flamboyante».

Les Parisiens poursuivent leurs travaux de terrassement pour renforcer la défense de leur ville.

DANS NOTRE COURRIER

TROP D'ARTICLES SUR L'URSS ?

CAMARADES,

J'ai été gêné et parfois même choqué par les articles concernant l'URSS.

—D'abord par la quantité et surtout dans la dernière période. Il semble en effet que le nombre d'articles concernant le social-impérialisme soviétique va en s'accroissant.

—Ensuite par la valeur des arguments : on touche plus souvent le «fait divers» comme l'affaire des espions soviétiques ou les points minimes (les petits pains soviétiques dans l'article sur le café !) mais la nature de classe de l'URSS n'apparaît pas.

—Par l'importance dans l'actualité : il apparaît que la prolifération d'articles sur l'URSS va de pair avec une baisse sensible du journal en ce qui concerne l'actualité en France.

On attend beaucoup plus du journal : il doit être un bon outil de propagande. Il faut bien sûr dénoncer le social-impérialisme. Mais il faut aussi pousser l'analyse, montrer en quoi l'URSS a dégénéré, sa nature de classe actuelle, montrer, si cela est possible, les luttes du peuple en URSS (articles sur les samizdat) la vie des masses.

D'autre part, on oublie un peu trop de dénoncer également les USA, cet impérialisme n'est pourtant pas mort ; loin de là, il continue à faire des ravages dans le monde entier et la vie des masses n'est certainement pas meilleure qu'en URSS. Qu'on le montre aussi.

Enfin, il faut prendre le contrepied, montrer par rapport à la dégénérescence de l'URSS que le socialisme, c'est possible, affirmer bien haut dans le journal, les exemples vivants de socialisme : la Chine et l'Albanie. Le QdP en parle très peu dans la dernière période.

J'espère que l'ensemble de ces critiques aideront les camarades de la rédaction.

B.M. Valenciennes

Le nombre des articles dénonçant le social-impérialisme a augmenté dans la dernière période. C'est exact.

Cela répond aux exigences de l'actualité. Et cela répond, du même coup, à une volonté politique délibérée.

Exigences de l'actualité : le développpement de l'opposition en Union Soviétique et dans les pays de l'Est, la renégociation des accords SALT, la préparation de la Conférence de Belgrade, deux ans après Helsinki (Amalrik en France, le prochain voyage de Brejnev à Paris), les grandes manœuvres de Gromyko et Castro en Afrique et l'invasion du Zaïre par des «gendarmes katangais» venus d'Angola), tous ces faits portent au premier plan de l'actualité internationale la politique de la superpuissance soviétique.

Volonté politique délibérée : en effet, si nous pensons que la superpuissance soviétique est la plus dangereuse des deux, c'est notamment parce qu'elle conserve encore, pour les peuples, même en France, un masque socialiste. Il y a donc lieu d'arracher ce masque, de démontrer faits à l'appui, avec ténacité, la nature bourgeoise, fasciste du régime soviétique, et sa nature impérialiste, sa politique agressive.

Il y a donc nécessairement une insistance particulière sur la dénonciation du social-impérialisme, par rapport à l'impérialisme US. Mais nous ne pensons pas pour autant que la politique américaine, au Chili, en Argentine, les choix de Carter aient été, pour autant négligés.

De plus, il n'est pas exact de dire que «la vie des masses n'est certainement pas meilleure aux USA qu'en URSS». Le régime de Brejnev est une forme de fascisme. Le régime US, tout en pratiquant à l'occasion ou contre des couches de la population comme les noirs, une répression de caractère fasciste, n'est pas, dans son ensemble une dictature fasciste, pour le moment.

Par contre, c'est sans doute la qualité (et non pas le nombre) des articles sur le social-impérialisme qui reste insuffisante : nous avons effectivement à faire un effort pour ***informer*** *de façon directe sur la vie et la lutte quotidienne des masses et la répression en URSS, d'une part. Pour cela, il faut lever pas mal de barrières et, je crois, nous avons fait des progrès en ce sens. D'autre part, il faut en effet, expliquer la société de classes, le système politique et les bases économiques de l'URSS aujourd'hui, ainsi que les racines de sa politique agressive : cela demande une étude, et elle est engagée.*

G. FERREOL

Photo du reportage «pêcheurs bretons contre chalutiers russes», qui avait permis d'éclairer d'une manière vivante le caractère agressif du social-impérialisme en Europe.

front rouge N° 14 EST PARU

SOMMAIRE

Éditorial :
Après le cirque municipal, place aux lutte
Après les accords de Salt 1 :
Deux fois plus d'ogives nucléaires en 5 ans
Dossier :
L'euro-révisionnisme à l'heure d'Helsinki
Régions :
L'aménagement du territoire et la crise (2)
Histoire du mouvement ouvrier :
Réformes de structures et courant planiste dans l'histoire de la CGT
Notes de lecture :
«Deuxième retour de Chine», pamphlet anti-communiste
Écologie :
Des problèmes à débattre
Economie :
Relations économiques internationales : La dépendance française

Passez vos commandes à Front Rouge BP 68 75 019

ABONNEZ-VOUS AU QUOTIDIEN DU PEUPLE
1 AN 300 F

Nom.....
Prénom.....
Adresse .....
.....
.....

Abonnement normal : 300 F
Abonnement de soutien : 500 F
Abonnement de soutien : ... F

Mode de versement :
en une fois .....
en trois fois (échelonné sur trois mois).....

Le Quotidien du Peuple, publication du PCRml
Adresse Postale BP 225 75 924 PARIS CEDEX 19
Crédit Lyonnais, Agence ZU 470, compte N°7713 J
Directeur de publication : Y. Chevet
Imprimé par IPCC-Paris
Distribué par les NMPP
Commission Paritaire : 56 942

Le peuple impopulaire

COPYRIGHT LES ÉDITIONS DU SEUIL

ALAIN PRÉVOST

68e épisode

La compagnie Brisac battait en retraite. Au nord, les Allemands entraient à Autrans, coupant ainsi la compagnie Durieux du reste du Vercors. Sur un front de plusieurs kilomètres, de Valchevrière à Herbouilly, la compagnie Goderville reculait en livrant des combats d'arrière-garde. Les Allemands affluaient par les crêtes et descendaient du Grand Veymont par la forêt domaniale du Vercors. Une colonne menaçait le col du Rousset. A Vassieux, des avions de transport se posaient, apportant des renforts et des munitions aux S.S. Le commandant Hervieux donna l'ordre de dispersion. La bataille rangée était perdue, la vie de maquis recommençait.

A cinq heures, un agent de liaison apporta l'ordre au capitaine Brisac. Après avoir mis le feu à sa moto, il se joignit aux hommes de la compagnie. En file indienne, un lieutenant en tête, le capitaine à l'arrière, la compagnie abandonna les gorges de la Bourne, s'enfonçant dans la montagne qui domine le torrent. La nuit tombait ; la pluie recommençait. Sur le raidillon, à flanc de falaise, un homme sur vingt portait une lanterne sourde. De l'autre côté des gorges, Valchevrière brûlait. Au-dessus du village, gisaient les corps de Chabal et de ses chasseurs. La bruine assourdissait les coups de feu qui claquaient encore vers Herbouilly.

Vieljeu était vaincu. Il sentait la guigne l'envelopper, comme cette pluie dont les gouttes formaient des plaques humides sur ses épaules, sur son dos. Ses souliers blessaient ses pieds trempés qu'il traînait avec peine. L'obscurité l'empêchait d'apprécier la profondeur du précipice que longeait la colonne et qui se perdait dans la nuit. Vieljeu se disait : « Un faux pas. Un seul faux pas. »

Mais le regard de Catillon pesait sur sa nuque, et il n'osait plus y penser.

Il touchait le fond d'un cauchemar. Qui aurait cru que la Résistance finirait ainsi ? Quand il était entré dans la Résistance, Vieljeu avait pensé que même la défaite ménagerait des victoires. Dans son enthousiasme, il se voyait alors fusillé, déporté : toujours vainqueur de son père, le sénateur Vieljeu, qui serait bien obligé d'avouer que son fils était un héros. Il serait peut-être même amené à lui accorder un respect posthume. Et puis, cette retraite, loin de sa section... Avec ses hommes, n'aurait-il pas fait des prouesses ?

Il sentait aujourd'hui le même abattement qu'après un examen manqué : la poitrine oppressée, la gorge serrée, la tête qui tourne, et cette idée : « Au fond, je suis un raté, jamais je n'ai rien fait de bien, jamais je ne ferai rien. » Seuls, comptaient pour Vieljeu les résultats qu'il obtenait. Il lui semblait n'avoir rien fait depuis la guerre, et, dans sa tête fatiguée, passait et repassait l'image du sénateur Vieljeu souriant (il souriait toujours quand il avait raison) :

« Tu aurais dû rester avec moi, disait le sénateur, au lieu d'aller avec les maquisards. Si tu voulais te battre, tu pouvais rejoindre de Gaulle. Tu partais lieutenant, tu revenais colonel. Avec mes amis... »

Derrière Vieljeu, Catillon marchait sans effort. Au départ, il avait enroulé des chiffons autour de ses chevilles pour empêcher l'eau de ruisseler dans ses souliers. Il portait un sac de provisions, dont le poids lui donnait confiance. La pluie fraîche rendait cette marche moins pénible. Le brouillard cachait la colonne aux Allemands qui, sans cela, auraient pu la bombarder au mortier. Décidément, on avait de la chance.

Catillon connaissait assez bien la montagne pour ne pas craindre une guerre de maquis. Au jeu de cache-cache, il savait qu'il pourrait « avoir » les Allemands.

Une chose l'inquiétait : la ferme. Les Allemands brûleraient-ils tout, comme à Saint-Nizier et à Valchevrière ?

« Au pire, calculait Catillon, ils brûleront la ferme et tueront le bétail. La Mémé a des amis partout. Elle et Laure pourront bien se débrouiller. Le premier hiver sera dur. Mais j'ai cette coupe, à Arbenouse. Elle doit me rapporter assez pour racheter cinq vaches, louer un homme qui m'aidera à reconstruire, en gardant assez de bois pour refaire les poutres et la grange. Sans être riches, nous serions toujours moins malheureux que d'autres. »

Un blessé s'était évanoui. A la lueur d'une lanterne, un infirmier lui faisait une piqûre. Infirmier et blessé, tous deux paraissaient des enfants : seize ou dix-sept ans. Catillon regarda avec tendresse le gosse au brassard de la Croix-Rouge qui, les sourcils froncés, la mâchoire serrée, s'appliquait à bien faire.

« Comme j'aurais voulu avoir un fils ! » pensa-t-il.

La piqûre faite, il se pencha sur le blessé, le hissa sur ses épaules, demandant simplement à l'infirmier :

— Reste là avec ta lanterne. Avec ce poids, il faut que je voie où je mets les pieds.

(à suivre)

CINÉMA

"LE PAYS BLEU"

Un film de J.C. TACHELLA

On est bien loin de l'aspiration «à vivre et travailler au pays» des travailleurs provençaux

Ils se sont ruésur les vieilles maisons abandonnées d'un petit village provençal, ces petits-bourgeois parisiens «éco-bio», en quête d'un nouveau paradis ; plus de «métro-boulot-dodo», mais du ciel bleu, du soleil, des chèvres à élever, des fromages à fabriquer et à vendre (il faut avoir quelques revenus !)... On pousse même le grotesque jusqu'à dire que mourir dans un pays comme ça, reposer dans ce petit cimetière que l'on devine accroché au flanc de la colline, eh bien voyez-vous ! Ne serait-ce que cela, ça justifie déjà tous les efforts démesurés qu'il faut accomplir pour devenir de vrais paysans ; mais pas des «paysans» comme ceux de maintenant, non, pensez-donc, ceux-ci, ils sont déjà pourris par l'évolution ; on veut retourner aux sources, être comme les paysans d'avant, du temps où dans cette home vieille Provence on faisait du bon vieux pains !

Car ce que nous devons comprendre, nous, spectateurs, c'est qu'il faut se purifier, de toute la crasse que la civilisation industrialisée a déposé sur nous, retrouver l'harmonie de la nature, la tradition de la vie saine... Rester à la ville ? Pour quoi faire ? Pour subir les compressions de personnel, le chômage ! Allez-donc exposer ces problèmes à Louise (infirmière qui a fui son arrondissement parisien pour se réfugier sous ce ciel divin !) et à Mattias (un gars du pays, chauffeur-livreur). Vous vous ferez rire au nez. D'un grand éclat de rire méprisant pour ceux qui travaillent et qui luttent à la ville, alors qu'il existe une solution allèchante sous le ciel bleu de la Provence.

Car Louise établit son règne en décidant d'inviter tous les habitants du village (faune y compris) à un repas «super-sympa» chez elle, afin de nouer des liens plus chaleureux entre les gens du coin et les étrangers.

Et c'est ainsi que grâce au vin, au méchoui, au sourire décontracté du bon apôtre Louise, le metteur en scène gomme lentement, toutes les contradictions qui ne peuvent que surgir entre les gens du pays et ces nouveaux colonisateurs : dans une grande pagaille, l'écrivain raté côtoie quelque vieux somnolent, une bourgeoise parisienne à toutou de salon raconte ce que furent ses hommes...

Bref tous ces étrangers déversent leur flot de rêves, déceptions devant les autochtones tour à tour ébahis ou intéressés.

Mais qui sont-ils ces autochtones qu'on veut nous présenter comme d'authentiques provençaux ?

2 ou 3 vieux tout à fait passifs et qui assurent la couleur locale grâce à l'accent, des commerçants, quelques mères de famille réduites au rôle de commères dans une laverie, un gros bonhomme amoureux fou de Ginette Garcin qui n'en veut pas et Mattias, dont on sait seulement qu'il s'est battu trois fois contre les CRS ! Mattias est un gars du coin très «libéré». C'est en tout cas comme cela que l'auteur veut absolument nous le présenter.

Seulement Mattias tombe dans les filets de Louise, il devient un bon chienchien apprivoisé, qui finit par penser «bio», par vouloir transformer lui aussi les rapports entre les gens en payant un voyage «super-sympa» (toujours !) à tous les habitants, dans un hôtel très chic de la côte, grâce à l'argent qu'il obtient en vendant son camion et sa maison.

Un seul personnage se détache un peu, c'est Fernand, entrepreneur ruiné, qui veut vivre au pays mais ne le peut plus et qui pose les vrais problèmes de la Provence que l'organisation capitaliste du travail a vidé de ses enfants, et a livré en pâture à des bourgeois épris de «retour aux sources».

Mais Fernand se suicide à la fin du film, car aucune perspective ne s'offre à lui, pour résister, pour continuer à rester au pays. Le film se termine par le triomphe du couple Louise-Mattias, qui réussit à éviter le mariage, et à proclamer bien haut «la nécessité des rapports libres dans une vie saine, au milieu de cette Provence bleue».

Et c'est là tout ce que l'auteur du film a retenu de la vie, des préoccupations, des aspirations des gens, dans un quelconque village provençal ! Une caricature grotesque.

L'exode, la mort des villages... les préoccupations des travailleurs provençaux sont ignorées !

Programme télé

JEUDI 7 AVRIL

TF 1

13 h 00 - TF 1 actualités
13 h 35 - La télévision régionale
13 h 50 - Objectif santé
14 h 00 - Spécial vacances
16 h 30 - Toklat, l'ours
18 h 00 - Gédéon
18 h 40 - L'île aux enfants
19 h 00 - Actualités régionales
19 h 45 - Eh bien... raconte !
20 h 00 - TF 1 actualités
20 h 30 - La ligne de démarcation. *Série en 7 épisodes*
21 h 30 - Soixante minutes pour convaincre
22 h 40 - Allons au cinéma
23 h 10 - TF 1 actualités
23 h 35 - Fin des émissions

A 2

14 h 05 - Aujourd'hui madame
15 h 05 - C'est arrivé demain. *Film américain.*
16 h 20 - Aujourd'hui magazine
18 h 45 - Flash information
18 h 55 - Des chiffres et des lettres
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 45 - Débat de l'assemblée parlementaire
20 h 00 - Le journal
20 h 35 - La légende du siècle. Aujourd'hui : *1936 ou la mémoire d'un peuple. Émission en deux parties : 1) L'espérance. 2) L'agonie.*
23 h 30 - Les nouvelles
23 h 45 - Fin des émissions

FR 3

18 h 45 - Les aventures de Tintin
19 h 00 - Terroir 22
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Tribune libre
19 h 55 - FR 3 actualités
20 h 00 - Les jeux de 20 heures
20 h 30 - Le vieux fusil. *Film franco-allemand.*
22 h 05 - Un journal, un évènement
22 h 35 - Fin des émissions

Après le barrage du Havre, les marins-pêcheurs engagent le débat

"le sens de notre lutte"

Par Claude VILLARD

Pendant plus de trois jours, les pêcheurs auront barré l'entrée du port du Havre. Ne s'accordant à tour de rôle que quelques heures à terre pour le ravitaillement, ils sont restés fermes devant les cargos. Les représentants des compagnies, les armateurs ont eu beau faire, pas un navire marchand n'est passé. A cet armateur grec, venu mercredi demander un peu de considération pour ses problèmes financiers, les marins-pêcheurs ont répondu ainsi : «*Monsieur nous nous battons pour la santé des travailleurs*». Du préfet jusque dans les ministères, la bourgeoisie aura alterné entre la menace et la «considération» : menaces d'envoyer la marine nationale de Cherbourg pour briser le barrage avec des dragueurs ou promesses, s'il était rompu de tenir compte des revendications. Et à l'inverse des mouvements de 75, et de 76 c'est une volonté de ne pas tomber dans ces manœuvres qui aura dominé ces 3 journées et ces 3 nuits de lutte. On comprend alors la stupeur qui a frappé tout aussi bien les syndicalistes de la chimie qui organisaient le soutien, que les familles de pêcheurs de Honfleur, de Dives, de Ouistreham et du Havre lorsque l'arrêt du barrage a été connu. Sans que cette démarche n'ait été discutée au départ de la lutte, l'avocat représentant les pêcheurs dans les deux procès engagés contre les patrons pollueurs signait mercredi soir avec le cabinet du 1er ministre un «accord» instituant une nouvelle commission d'étude sur la pollution en baie de Seine. Des experts, des commissions d'étude, les pêcheurs en ont déjà vu plus d'une ; et c'est justement contre les longues procédures sans issue qu'ils entendaient cette fois construire un rapport de force local, ayant l'appui des travailleurs pour gagner. Votée à bulletin secret, la dislocation du barrage, si elle a été rendue possible parce que les pêcheurs ne voulaient pas continuer sans être unifiés, ouvre une période intense de débats en leur sein.

Les plus petits pêcheurs, ceux dont la condition se rapproche, le plus de celles des travailleurs, et qui sont à l'origine du dernier mouvement, vont demander des comptes à ceux qui jusqu'à présent ont dirigé le mouvement. En même temps que le débat politique s'ouvre parmi eux, c'est sur le sens de leur combat qu'ils entendent aujourd'hui s'expliquer.

NOUS LUTTONS POUR LA SANTÉ DES TRAVAILLEURS

Et tout d'abord, ce pêcheur de Dives de 40 ans. Sa femme et leurs 3 enfants entassent sur le ponton les provisions pour tenir toute la nuit. Malgré le froid, cela faisait 24 heures qu'il n'était pas venu à quai. «*Je travaille avec un matelot et ma fille*» nous explique-t-il, «*elle a fait l'école de la mer mais la plupart d'entre eux ne trouvent pas d'embarquement à la sortie de l'école. Le chômage sévit aussi dans cette profession, alors je l'ai prise avec moi.*»

Comme la plupart des marins-pêcheurs normands qui font de «la fraîche» (c'est-à-dire qui ne mettent pas en glace mais pêchent du poisson destiné à être vendu immédiatement), sa vie se résume à cela : tous les jours départ à 2 h ou 4 h du matin, en fonction de la marée et retour à 14 h ou 16 h. «*Pendant que ma femme «fait un peu de criée» et que le mareyeur charge ce qu'il a acheté, nous nettoyons le pont, les casiers et les bacs. En tout, on travaille 14 h en moyenne...*»

Il fait partie de ceux qui ont pu faire des prêts et équiper son bateau de 10 mètres avec un sonar qui lui permet d'aller chercher au large le poisson qui a fui la pollution. S'il se sent proche des travailleurs, c'est, dit-il, parce qu'il travaille aussi dur qu'eux. C'est surtout au départ raconte-t-il, pour préserver l'indépendance qu'il avait, et le niveau de vie que la profession promettait, qu'il s'est engagé, il y a 3 ans dans le combat contre la pollution de la baie.

Mais aujourd'hui, au vu des résultats apportés par la lutte juridique, par la tactique des «barrages avertissements», il s'interroge lui aussi sur les arguments apportés par les plus petits pêcheurs. Pour ces derniers, espérer investir n'est pas possible. Pêchant la crevette, la pollution de la baie de la Seine signifie deux départs par jour pour ramener au maximum 50 kg de crevettes que parfois le contrôle sanitaire refuse. C'étaient 500 kg en moyenne pour le même nombre d'heures de travail qu'il était possible de ramener avant que la COFAZ, Rhône-Progil et Tann-Mulhouse ne commencent les déversements. Pas de bâche sur leurs embarcations; pour 2 000 F par mois, ils affrontent chaque jour des dangers croissants, en voulant aller chercher plus loin la crevette. Ces petits pêcheurs étaient les premiers ces 3 jours durant à aller à la rencontre des travailleurs venus voir le barrage. L'un d'entre eux explique que la COFAZ l'a employé l'année dernière comme plongeur pour faire des prélèvements aux abords du tuyau de déversement. «*A la place du sable, nous avons trouvé une couche épaisse de 2 à 3 mètres ; un liquide verdâtre que les courants déplaçaient. Jamais,* ajoute-t-il, *le résultat n'est sorti du laboratoire de la boîte.*»

«POURQUOI LUTTEZ-VOUS ?»

«*Pourquoi luttez-vous*» telle est la question qu'ont posée les syndicalistes des usines chimiques de la baie lorsqu'ils sont venus mercredi prendre contact. C'est que, dès lundi, les patrons pollueurs, «Paris-Normandie» à leur botte, ont repris leur campagne de division en direction des travailleurs. L'argument employé consiste à prétendre qu'entre la pollution et le chômage, les travailleurs n'ont qu'à choisir. C'est pour enquêter que les représentants syndicaux sont venus. Ils repartiront mercredi avec l'intention d'organiser un soutien aux pêcheurs. Et cela, parce que nombre de petits pêcheurs lui ont expliqué le sens de leur combat, ont montré qu'ils étaient décidés à s'opposer aujourd'hui à la logique du profit...

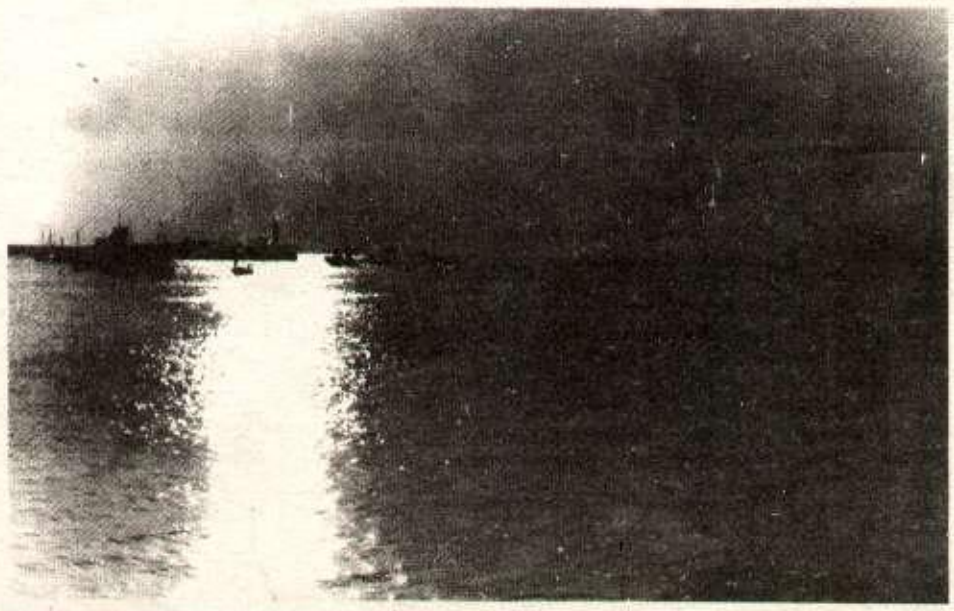
«*Pour le profit, on préfère supprimer l'emploi des pêcheurs et supprimer les pêcheurs de frais cela veut dire, en plus de la fin d'une consommation de poisson non surgelé, laisser sans témoin cette pollution qui est responsable aujourd'hui d'un nombre important d'hépatites, de maladies de peau après baignades.*»

Le développement, officiellement non expliqué, de ces maladies sur le littoral, la disparition d'au moins trois races de poissons comme la sole sont là pour leur donner raison.

La question de lutter pour la santé des travailleurs, contre la société du profit, sera revenue sans cesse durant ces trois jours. Et ce sens nouveau donné au combat pour la mer, imposant une tactique nouvelle pour gagner, aura été longuement discuté de bateaux en bateaux pendant le barrage. Écoutons ce que dit un crevettier du Havre :

«*Beaucoup d'entre nous pensaient au départ que nous étions victimes d'une injustice et puis maintenant il faut se rendre à la raison : nous sommes du même côté que les ouvriers, contre la société pourrie; alors nous, nous voulons en tirer les conséquences.*»

«*Si l'année dernière encore, la promesse des prêts et l'indemnisation de 800 F par bateau avait pu faire baisser les bras, aujourd'hui, l'idée que la santé des travailleurs ne s'achète pas, que la loi des industriels est à détruire, commence à en prendre plus d'un.*»



«IL FAUT SAVOIR DE QUOI ON PARLE»

Jugeons-en : en 75, le déversement des boues jaunes est de 10 000 tonnes par an en baie de Seine. 8 000 tonnes sont déversées à Rouen par Rhône Progil et APC (engrais) et 2 000 tonnes au Havre par la COFAZ qui vient juste d'être construite. En novembre 75, les marins-pêcheurs gagnent le procès intenté aux 3 usines mais les déversements continuent.

Les marins-pêcheurs demandent la construction d'une usine de retraitement qui fournirait du plâtre. L'agence du bassin de Rouen s'émeut du problème : des barges sont financées... pour aller déverser les boues au-delà du pont de Tancarville juste là où les pêcheurs jettent leurs filets. On apprendra plus tard que la société qui possède le Pont de Tancarville a poussé à cette opération : le béton des piles du pont était attaqué par l'acide et sa résistance ammoindrie ! Devant le mouvement de 76, d'Ornano promet l'application du jugement de justice. Au 1er janvier 77, le préfet qui reconduit le droit de déversement se retranche derrière ce même ministre... pour annoncer que les 3 industriels ont désormais la possibilité de déverser 12 000 tonnes de boues jaunes par an... soit 2 000 de plus que l'année précédente.

En ce qui concerne les boues rouges déversées par Tann et Mulhouse, elles sont composées de sulfate de fer et d'acide sulfurique. 120 000 tonnes sont déversées par an et sont principalement responsables de la désoxygénation de l'eau et la raréfaction des structures organiques. En 76, les pêcheurs gagnent leur procès contre ces déversements. Le conseil d'Etat rejettera le pourvoi en appel du patron. A aucun moment les déversements n'ont cessé.

Réponse du préfet mardi dernier : «*Je propose à ce sujet qu'on nomme un expert scientifique... pour savoir enfin de quoi on parle !...*»